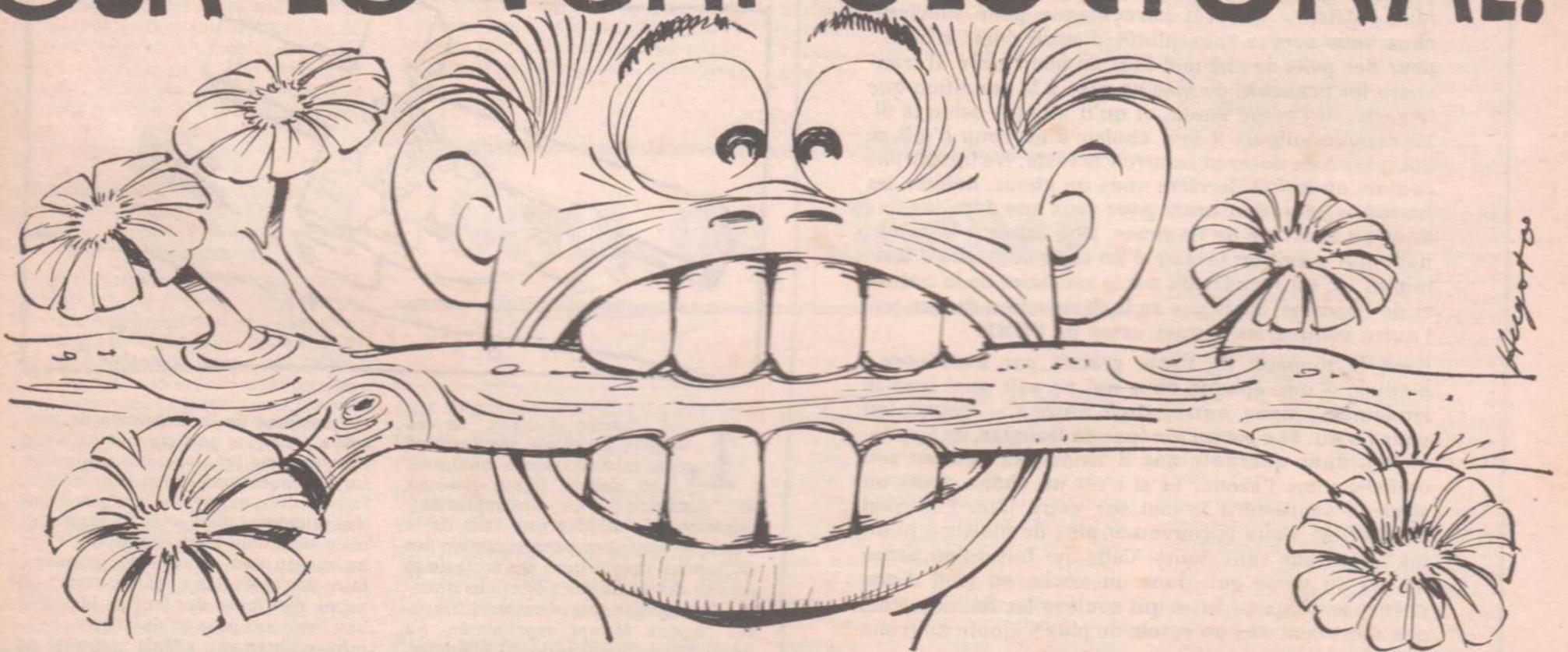


la Gueule ouverte

20 pages
5 F
sans une ligne de pub

n° 136 mercredi 15 décembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

SUPER-EXTRA-BOUM SUR LE "VERT" ÉLECTORAL!



l'intox de l'edf (suite) ... les grands sentiments
... camisoles chimiques ... le nucléaire
aux usa ... les pollueurs tiennent salon ...

LES ÉCOLOGISTES

Il y a encore un mois de décembre

A chaque mois ses plaisirs ! Ceux de décembre (mais à vrai dire comme dans le sud de l'ouest on est toujours en retard aux rendez-vous, ce serait plutôt ceux de janvier ou de février) sont durs. Puisse celui qui vient vous piquer le nez et dégraisser les poumons ! Qu'on se sent vif dans sa peau doublée de mouton, lorsqu'on monte en foulant le tapis souple ou craquant des feuilles mortes ! Le bois est alors de bois, dépouillé de la douceur frisée des frondaisons, réduit à l'essentiel des troncs et des branches, à tout jamais semble-t-il mortes. Et nul n'aurait l'idée que d'un matériel aussi noir puisse surgir trois mois après la plus tendre des poussées.

C'est le moment de faire - quand on y trouve son plaisir on ne peut dire produire - des stères et des bourrées, et le feu solaire qui en août vous tenait au frais, reviendra l'an d'après feu dans votre foyer, vous réchauffant le cœur et les yeux encore mieux que la pièce. La tronçonneuse hystérique, c'est bon quand il faut défricher la forêt hercynienne pour survivre, chez vous servez-vous plutôt d'outils bien affûtés : pour des poils de chêne il faut un bon rasoir. Il tranchera les branches comme en rêve à la condition que le geste ait l'angle voulu, et qu'il attaque selon le fil. Là comme ailleurs il faut choisir d'un coup d'œil, ce qui mérite de durer et éclaircir le reste. Ne laissez pas comme on le fait derrière vous un chaos, débitez les branches, elles danseront pour vous une dernière fois dans un feuillage de flammes. Une futaie - la colonnade qui surgit en février d'un tapis constellé d'anémones - c'est l'œuvre du pacte séculaire de la nature et de l'homme. Mais pas de la destruction de l'un par l'autre comme les coupes rases de l'ONF.

C'est le moment de l'acte gratuit par excellence : planter, à une époque dont nul ne sait quel sera le lendemain, sinon autre. Quel autre ? - Autres, on vous l'a dit. Si c'est un pin (pas de Douglas, de Capdevielle), dans quarante ans il balancera là-haut son ombelle dans l'ozone. Et si c'est un chêne, dans un siècle il soutiendra le ciel sur votre tête. Pourquoi plus on est vieux éprouve-t-on plus de plaisir à planter ? Par folie sans doute. Celle qui fait qu'on pense au cri du gosse qui, dans un siècle, au pied d'une chêne, le chapeau brun qui soulève les feuilles. Pour que dans cent ans un cercle de plus s'ajoute au tronc humain.

Bernard Charbonneau

comment peut-on concilier

« tout le monde dit la même chose que nous »

avec

« on est les seuls à avoir raison » ?

La route de l'écologie politique ressemble parfois à un chemin de croix : on tombe souvent, mais on repart aussitôt, le dos un peu plus courbé sous le poids du fardeau, le pas hésitant, mais les yeux brillants d'une étrange détermination. Les écologistes réunis le week-end dernier à Clairmarais dans le Pas-de-Calais ont fait quelques bonnes chutes. Mais rien d'étonnant, puisqu'elles eurent lieu dans un ancien collège religieux aux murs austères et aux lits grinçants.



L E charme douteux de ces lieux pieux n'a pas favorisé la méditation des militants. Les débats furent houleux et... douloureux. Ce rassemblement, organisé à l'initiative des Amis de la Terre, se voulait une confrontation des différentes propositions des écologistes en vue des prochaines élections municipales. Des groupes venus de différentes régions étaient représentés. Au total : 60 participants dont 12 femmes, 12 barbus et une casquette.

Une majorité de militants avaient dès avant la réunion envisagé de présenter des candidats aux élections municipales. Ils souhaitaient engager le débat sur les différentes stratégies et élaborer ensemble un texte qui puisse servir de référence commune aux listes écologiques. Mais d'emblée, un problème se pose : « Avant d'intervenir dans une campagne électorale, il faut réfléchir

au problème de la délégation de pouvoir ». Quelques participants voulaient poser comme préalable une discussion sur l'électoratisme. Selon eux, les écologistes doivent prouver leur spécificité non seulement dans leurs déclarations, mais aussi dans leurs démarches : agir au niveau des comités de quartiers, faire une opération « cahiers verts » ou même distribuer des feuilles blanches aux habitants pour qu'ils puissent s'exprimer librement. « Mais pourquoi ne conseilles-tu pas aux gens d'aller acheter eux-mêmes leurs feuilles de papier ? » ironise un militant à casquette.

La situation politique actuelle est très favorable à l'expression des écologistes, tous les participants en ont convenu : « c'est chaud en ce moment. Il y a une dynamique ». Une majorité a estimé qu'il était temps de concrétiser les vieilles utopies sur la commune,

SAISONS... ÉLECTIONS

AU COUVENT

« structure écologique de base » et donc de participer aux élections. « Il y a bien sûr des risques dans cette position, des risques de récupération, a précisé un intervenant. Des partis politiques peuvent se parer du nom écologie. Il est donc indispensable de définir des points minimums (tels que le refus du nucléaire, la participation des gens à la vie de la commune) qui soient impératifs pour le candidat écologique. »

autogestion communale

Quoi qu'il en soit des questions de fond, une bonne partie des groupes présents ont annoncé ou confirmé leur intention de constituer des listes écologiques aux municipales. En Alsace, plus de trois cents candidats seront présentés par Ecologie et survie et le Mouvement écologique. Des listes « Paris-écologie », avec les Amis de la Terre de Paris et les associations de défense de l'environnement, seront en lice dans les vingt arrondissements de la capitale. Il y aura aussi de nombreux candidats écologiques en banlieue parisienne et dans le reste de la France.

Restait à définir les bases politiques de cette participation aux élections municipales. Dans ce but, une charte a été adoptée (voir page 4). Elle précise les grandes lignes des engagements que devront prendre les candidats écologiques. Il ne s'agissait pas de tracer un cadre rigide et intangible, mais de se définir par rapport aux partis et groupes politiques traditionnels, et aussi par rapport à certains candidats « apolitiques » se parant des couleurs du vert et de l'environnement.

Les participants ont également adopté un texte sur les conditions indispensables à l'établissement d'une démocratie communale. Son point le plus original : « un organisme interassociatif (regroupant les associations et les comités de quartier) peut constituer un contre-pouvoir nécessaire face au pouvoir municipal, et disposer d'un droit de convocation à un referendum en cas de conflit avec le conseil municipal ». Ce texte propose d'autre part la division des grandes villes en une série de communes de dimensions plus restreintes afin que la démocratie y soit possible. Quitte à mettre en place des structures de coordination entre ces unités pour résoudre les problèmes communs.

Il a enfin été adopté une sorte de catalogue de mesures concrètes, largement inspirées d'un texte du Mouvement écologique. Ce texte recense toute une série de décisions que pourraient prendre dans des domaines variés des municipalités écologiques. Pour ne citer que quelques exemples, il préconise une architecture intégrée au milieu, des transports collectifs gratuits, la protection des terres agricoles et des forêts, etc.



Les participants à la réunion, du moins ceux qui étaient restés jusqu'au bout, sont repartis dans leur écosystème d'origine l'œil torve et la tête lourde. Le frère prieur du collège s'est retrouvé dans sa retraite glacée. Entre deux

crucifix, il nous a déclaré : « l'écologie ? C'est contre la pollution, la défense des forêts... » Nous lui avons suggéré que l'écologie est aussi politique. Il a conclu, perplexe : « Ah oui, la politique... »

Sons de cloches

Les trois journalistes de la G.O. qui ont rédigé ce compte-rendu subjectif avaient une position ambiguë : ils étaient là en tant qu'observateurs, mais aussi en tant que membres des Amis de la Terre de Paris.

Pour ne pas donner un seul son de cloche, et nous faire l'écho de la variété des points de vue exprimés au cours de la réunion, nous avons demandé leurs conclusions à quelques-uns des groupes en présence.

Les groupes du Jura et de Saint-Chamond ont mis l'accent sur le reformisme de ce qu'ils considèrent comme un programme d'aménagement de la gestion municipale. « Rien n'est remis en cause, pas même l'existence du maire. Nous nous sommes abstenus de voter sur la plate-forme parce que nous n'avons pas l'intention de prendre le pouvoir et de le redistribuer ensuite dans un but auto-gestionnaire. Nous voulons saisir l'occasion de nous exprimer en utilisant les élections comme marche-pied, mais pour démystifier ces élections. Une liste existe, avec des gens de moins de 21 ans et des gens privés de leurs droits civiques (insoumis ou immigrés). Nous voulons rester des marginaux. »

Pour Pierre Alain, du Mouvement Ecologique de Paris, l'erreur a été de ne pas tenir compte de ce qui avait été dit à Mulhouse. A chaque réunion, il semblerait que les écologistes réinventent

tout en se replongeant dans les mêmes débats sans fond... « Ici, le problème a été pris à l'envers : on a fait une analyse de la question communale à partir d'un catalogue de propositions concrètes. Dans ces conditions, il n'y avait pas à attendre de la réunion davantage que ce que les textes contiennent déjà. On joue sur les mots, ça n'apporte pas grand-chose, si ce n'est un contact entre les groupes. »

Xavier Reycoquais, du M.A.N. (Mouvement pour une alternative non-violente) relève : « La proposition des Amis de la Terre est très intéressante, mais c'est mettre la charrue avant les bœufs. On aurait aimé une démarche plus logique. Il aurait fallu au moins un début de réflexion, une analyse de la société. On sait qu'il y a une très forte demande populaire dans le sens de l'écologie, mais on ne sait pas à travers quoi elle s'exprime, on a peur de déclencher un mouvement qui nous mettrait en cause. On est en France, le courant écologique a une certaine force, il représente certaines aspirations, et nous, nous sommes portés par ce mouvement. C'est là l'erreur : il faudrait plutôt le tirer. C'est pas de l'écologie politique qu'on fait ici, c'est de l'écologie tactique. Les municipales ne sont qu'une étape, et si on ne prévoit pas la suite, on risque d'en rester là. Par manque de perspective, on peut tomber dans l'électorisme. C'aurait quand même été important de se demander en préambule qui vote pour nous et pourquoi ? »

Chez les Amis de la Terre non plus, tout n'est pas résolu. Ainsi Michel et Françoise des Amis de la Terre de Caen ont relevé une contradiction flagrante dans la brochure « Pour les communes écologiques » des Amis de la Terre de Paris (1) : « D'une part, il est dit que la gestion écologique d'une municipale en société capitaliste est impossible ou presque : la marge de manœuvre est très faible. D'autre part, on prétend qu'il faut agir dans la perspective d'une prise de pouvoir par les comités de quartier.

Nous mettons, quant à nous, l'accent sur cette deuxième proposition. Ce qui est important, c'est le contre-pouvoir. C'est le fait de valoriser les élections qui crée cette contradiction. Mais que fait-on après les élections ? Pour nous, ce contre-pouvoir continuera après les élections, quel que soit leur résultat. Et c'est cela le plus important.

Dans la commune de Coupvray (voir encadré sur le film vidéo), se sont présentés aux élections des gens qui vou-

(1) Cette brochure examine en détail le fonctionnement de la commune et formule un certain nombre de propositions pour une commune telle que les écologistes la voudraient. Elle sera modifiée à la lumière des récents débats et publiée dans un numéro spécial du « Courrier de la Baleine ».

LES ECOLOGISTES AU COUVENT



laient qu'il n'y ait plus ni favorisés ni défavorisés dans l'exercice du pouvoir. La règle de leur démarche, c'est donc l'égalité du pouvoir. Ils se sont soumis au principe de la majorité, puisque c'est la règle du jeu en vigueur. Mais une fois installés, ils ne s'en sont plus occupés. Il est donc possible de mettre de côté le principe de majorité. Les débats théoriques sont ennuyeux, mais indispensables. Si l'on n'a pas un minimum d'unité théorique, on ne peut avancer de façon efficace. Par exemple, pour l'agriculture biologique, il a bien fallu théoriser les différents équilibres écologiques. On a une patience infinie pour les étudier. Nous préconisons la même patience dans la pratique sociale. »

Pierre Radanne des Amis de la Terre de Lille quant à lui, fait une analyse dialectique en trois points : « Premier point : on peut dégager deux concepts différents sur l'électoratisme. D'une part ceux qui estiment que le courant écologique a pour but de grandir et de devenir une force politique. Les Amis de la Terre en tant qu'organisme en font partie.

D'autre part, ceux qui pensent que l'écologie est un contenu à offrir à qui voudra, des partis politiques par exemple. Il faudra bien que s'instaure un débat sur l'avenir politique de l'écologie.

Deuxième point : Il y a une contradiction de plus en plus grande entre les

gens qui font de l'écologie d'une manière constante et appliquée et ceux qui en font un peu comme un hobby. Dans une réunion, des gens viennent avec un acquis, d'autres complètement vierges de toute réflexion. Avant de faire des réunions, il faudrait presque organiser des stages de formation.

Troisième point : Je pense que le courant écologique est une force politique qui s'exprime sous des formes d'organisation différente de celles que l'on connaît habituellement. Il y a une tendance à revenir aux formes d'organisation classiques, mais en même temps on en a peur.

De ces trois contradictions naissent des conflits et la difficulté d'expression dans les réunions écologiques, explique Pierre Radanne. Sur le problème particulier des municipales, les écologistes disent que la commune est l'unité politique de base. Je crois pouvoir dire que la compréhension de cette affirmation a fait l'unanimité à cette réunion. Et c'est déjà un énorme acquis. Les fins étaient communes. Il reste les moyens, et donc le mode d'établissement de cette future société communale. Sur ce point, les écologistes n'ont que des intuitions, mais ils n'ont pas de discours suivi. Le principe des intuitions est de se développer dans l'action. Je crois donc que le débat théorique progressera énormément à travers les élections municipales et avec la confrontation avec les habitants. Et c'est la raison principale pour laquelle il faut participer à ces élections. »

Enfin pour Brice Lalonde des Amis de la Terre de Paris, « l'écologie représente un espoir pour une grande partie de la population française. Les écologistes qui ont fait naître cet espoir, sont responsables de sa réalisation. Ils doivent dépasser les querelles de chapelle et acquérir une maturité politique qui fait encore défaut à beaucoup d'entre eux. L'écologie ne saurait être marginale et inefficace. »

LES COMMUNES EN VIDEO

Un des meilleurs moments de la réunion de Clairmarais a sans nul doute été la diffusion dimanche matin d'un film vidéo sur l'autogestion communale. Ce film, que vient de terminer le groupe Vidéo 00, a pour thème le partage du pouvoir entre les élus et la population. Il montre des expériences d'autogestion à Vandancourt (Doubs), Coupvray (Seine et Marne), Grande Synthe (Pas de Calais) et dans les villes et villages de la vallée de Naussac.

Une conclusion s'est imposée : les pratiques déjà réalisées d'autogestion communale sont dans nombre de domaines allées beaucoup plus loin que ce que prévoient les textes discutés à la réunion. Le point essentiel semble bien être d'enclencher une dynamique de prise du pouvoir par la population plutôt que d'essayer de tout prévoir à l'avance en détail.

Ce film vidéo est le premier fleuron d'une série de quatre montages sur le thème « communes : le temps de l'autogestion ». Les trois autres auront pour sujet le pouvoir local contre le pouvoir central, la commune et son environnement et le budget communal.

Tarifs de location par jour : 1er film (durée 50mn), 180 F ; 2° film (30 mn), 120 F ; 3° film (30 mn), 120 F ; 4° film (20 mn), 100 F. Les quatre films : 450 F pour une semaine. Tarifs de vente : 1er film, 600 F ; 2° film, 500 F ; 3° film, 500 F ; 4° film, 400 F. Les quatre films : 1 800 F.

Diffusion : collectif Mon Œil, 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Tél : 331 69 00 de 10 h à 13 h.

Information : Vidéo 00, 30 rue du Pressoir, 75020 Paris. Tél : 636 03 22. Des membres du groupe peuvent venir présenter les films.

LES CANDIDATS ECOLOGIQUES S'ENGAGENT A :

I. LIBERER LA COMMUNE

- à mettre en place des moyens pour permettre aux habitants de participer à l'information, à l'administration et aux décisions qui les concernent : panneaux, journaux, locaux, télévision par câble, central téléphonique, commissions réunissant habitants et élus autour de problèmes spécifiques, pourcentage des recettes, impôts locaux pour la rémunération des responsables d'associations,

- au contrôle de tous les services communaux par des assemblées régulières d'usagers et de fonctionnaires communaux, à la formation des habitants à la gestion municipale,

- à mettre en œuvre tous les moyens pour favoriser la gestion de la commune par l'ensemble de ses habitants. L'organisation des procédures de décision et de gestion est discutée et mise en forme par les habitants intéressés au cours de débats ouverts immédiatement après les élections, à la lumière des expériences d'autogestion communale déjà réalisées en France et ailleurs,

- à organiser des référendums à la demande de 10 % des habitants de la commune ou lorsqu'il y a désaccord entre les élus et les commissions,

- à établir des banques coopératives communales ou intercommunales investissant exclusivement dans les communes concernées une partie de l'argent déposé par leur habitants ou municipalités,

- à mettre en œuvre des agences de services intercommunaux chargées des tâches dévolues aujourd'hui aux directions départementales technocratiques en vue de leur disparition,

- afin d'assumer les nouvelles charges de la commune, à lutter pour obtenir qu'une partie des impôts nationaux soit conservée par les communes avec compensation régionale, que leurs dépenses soient exonérées de la TVA, que le produit de la taxe professionnelle fasse l'objet d'une péréquation régionale,

- à lutter pour la suppression des postes de Préfet et Sous-préfet au profit du pouvoir des élus locaux,

II. PROTEGER LA VIE

- à mettre en œuvre les moyens de stabiliser la consommation d'énergie par tête dans les communes,

- à éliminer progressivement la circulation automobile privée en ville,

- à refuser toute installation nucléaire sur le territoire de la commune,

- à faire appel à des techniques de production d'énergie non polluantes utilisant le potentiel local, en particulier pour le chauffage des bâtiments communaux,

- à réclamer une tarification progressive de l'énergie,

- à entreprendre avec les habitants une recherche permanente de l'écologie de la commune, recycler les déchets et récupérer les matières premières, protéger prioritairement les ressources biologiques et en particulier maintenir l'affectation agricole des terres cultivables,

- à réaliser des études d'impact pour toute modification aux équilibres existants.

- à utiliser les pouvoirs administratifs du maire pour préserver les équilibres écologiques, sous contrôle du juge administratif.

III. TRAVAILLER AUTREMENT

- à protéger et accroître les emplois artisanaux, le commerce de quartier, les activités de recyclage et de réparation,

- à organiser dans la mesure du possible les rotations des tâches pénibles ou ingrates et la mise en commun des outils.

- à favoriser par des locaux gratuits et des subventions la création et le développement de coopératives de voisinage. Celles-ci abriteront des activités culturelles, des ateliers, des crèches, des laveries, des centres d'achat, etc. Elles contribueront à rapprocher les habitants d'âge différent et à leur permettre de prendre en charge certains services collectifs,

- à lutter pour réduire massivement la durée du travail en France et développer le travail à temps partiel,

- à offrir aux personnes travaillant sur le territoire de la commune et aux organisations les représentant tous les moyens, locaux, formation économique, juristes, nécessaires à leur intervention directe au sein des entreprises, sur les conditions de travail et la finalité de la production.

IV. CONSOMMER MIEUX

- à choisir les services collectifs de préférence aux consommations individuelles, en particulier pour les transports,

- à réduire la surface réservée à la publicité sur le territoire de la commune et à affecter l'espace libéré à des informations des associations de consommateurs et des expositions d'artistes, etc.,

- à donner la priorité à la réhabilitation de l'habitat ancien avec maintien dans les lieux des occupants antérieurs, à intervenir de façon à ce que tout immeuble construit ou restauré abrite des logements sociaux,

- à refuser la construction de tours, de grands ensembles et en général d'équipements dont le démantèlement ultérieur n'est pas prévu,

- à faire interdire par le maire la mise en vente de produits dangereux ou de mauvaise qualité, sous contrôle du juge administratif.

V. REDUIRE LES INEGALITES

- à créer un office immobilier municipal qui soit habilité à exécuter les tâches ordinairement accomplies par les agences privées, qui publie un barème municipal des prix et loyers, qui prenne en charge les fonctions notariales,

- à faire installer gratuitement le téléphone pour les personnes âgées et les handicapés et à leur rendre accessibles les équipements et les services collectifs,

- à organiser des cours de médecine gratuits et à faire fonctionner des établissements de santé municipaux ouverts à un débat général sur la santé, la prévention et l'hygiène, à intervenir sur les lieux de travail conjointement aux C.H.S. pour contrôler les conditions de sécurité et l'état de santé des travailleurs,

- à refuser de laisser produire sur le territoire de la commune des produits nuisibles à la communauté et aux équilibres écologiques.

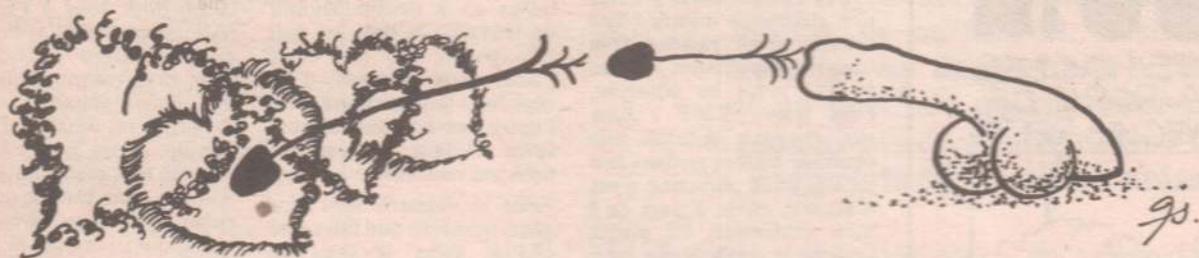
- à établir entre communes urbaines et rurales des relations privilégiées.

VI. AIDER LE TIERS-MONDE

- à affecter au moins un centième du budget de la commune à l'aide au tiers-monde, si possible sous forme matérielle et de financement de projets précis (exemple : Frères des Hommes).

Dossier réalisé par Catherine Decouan, Laurent Samuel et Dominique Simonnet.

ATTENTION INDECENCE



CHAQUE année au mois de décembre, ça me prend, vous l'aurez bien remarqué : une sorte de lassitude tout à fait élégante. Pendant plusieurs semaines je n'écris pas ou peu. Un beau jour (aujourd'hui, par exemple) je me décide à torcher sur le papier ce qui me pèse sur le cœur. Vous m'envoyez affectueusement des tas de pensées réconfortantes (je vous attends au tournant, cette fois-ci, tiens !... à toi, Karl Maxou) et c'est reparti pour un bon tour d'inconscience active à défaut de certitudes. Tout fait ventre, comme on dit. Et une joyeuse inconscience plus ou moins militante, surtout si elle est gentiment tournée, avec un bon vocabulaire et un rythme allègre, suffit à remplir un journal, vogue la galère ! Pourquoi ? Pourquoi on se laisse avoir par les mots, comme ça ?

Dans « La Gueule Ouverte », la moindre recette de cuisine végétarienne suscite un courrier de ministre et « l'Internationale libidineuse », essai de toucher au cœur du problème, quasiment rien. Pourquoi ? Pourquoi ?

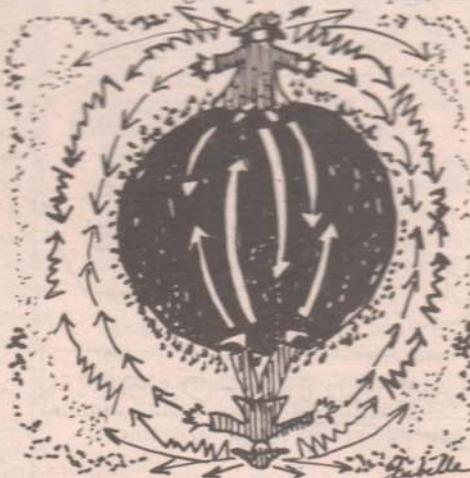
Dans un salon, dans le train, dans une réunion politique, l'époque est vachement permissive, on peut parler de tout, les tabous sont tombés, n'est ce pas ? On peut causer marxisme, anarchisme, fascisme, on peut causer boulot, on peut causer fric, on peut causer avortement, on peut causer viol, on peut causer sexe, on peut causer cul... Mais essayez un peu, pour voir, de causer sentiments. Ah la la, les têtes ! Complaisant, narcissique, exhibitionniste, vous êtes devenu tout à coup ! Ranger vos tripes, mon cher, l'odeur incommode ! C'est pas politique, pas

écologique et surtout, pas convenable, les sentiments !... Pourquoi ?

Pourtant, ce qui fait vraiment plaisir, ce qui fait aimer le soleil comme le brouillard, ce qui rend la vie légère, ce qui donne des ailes et des idées, ce n'est pas de tirer son coup, les mecs. C'est d'aimer. Aimer. De même, ce qui fait mal, ce qui torture, ce qui ôte tout goût à tout, ce qui fait physiquement pleurer un militant mâle adulte, ce qui peut pousser une femme évoluée, intelligente, occupée (voir Françoise Giroud dans « Si je mens ») au suicide, ce n'est pas la pensée des petits morts du Vietnam ou des emprisonnés du Chili, ce n'est pas d'attraper la chaude-pisse, ce n'est pas d'être privé de baise : c'est de ne plus être aimé quand on aime encore. Pourquoi n'ose-t-on admettre ça, l'analyser, en faire la base de tout projet politique ?

J'AI relu attentivement et posément, hier soir, tout ce qu'on a publié récemment ici à propos du CRAC et des communautés révolutionnaires, cherchant si la chose était abordée. J'ai dû trouver quatre mots disséminés, par ci par là, pudiques comme des nonnes émancipées qui pouffent après avoir dit une énormité, énormité puérile, que Arthur résume en cette formule : « sortir son zizi du douillet nid monogamique ». D'abord, ça ne m'intéresse pas parce que, moi, je n'ai pas de zizi. Ensuite, même si je transpose, ça donne (par exemple, mais on a le choix du vocabulaire) : « sortir sa cramouille du douillet nid monoandrique » et ça ne traduit en aucune façon le problème tel qu'il m'est arrivé de le ressentir, tel que je vois tous les jours des gens en

baver autour moi. Re-d'abord, la monogamie (ou ce qui essaie d'y ressembler) on ne peut pas dire que ça soit douillet : quand c'est un choix conscient auquel on veut se tenir parce qu'on croit avoir de bonnes raisons pour ça, faut s'appliquer. S'inventer à deux tous les jours. C'est pas du tout cuit. Surtout pas de la routine, et le contraire de la paresse affective. Re-ensuite, monogamie à vie ou pas, ne



me faites pas rire, les mâles : il y a bien toujours un moment où une relation sexuelle, si elle est intense et chouette, si elle va plus profond qu'une rapide sensation épidermique, devient une relation privilégiée à deux. Et comment, vous les écologistes, les non violents, les champions de la société meilleure pour tous, comment vous accordez-vous de la souffrance donnée quand l'un des deux et pas l'autre décide de faire prendre un air nouveau à son zizi ou à sa chatte, tandis que celui qui reste se tord de douleur sur son lit comme s'il avait attrapé des coliques aigües ? Pourquoi gommez-

« dis-moi pourquoi
les singes zont des poilheus
partout ?
dis-moi pourquoi
les zoiseaux zont des plumheus
partout ?
alors pourquoi
pourquoi pourquoi quheu nous
on n'en a pas du
tout ? »
(chanson populaire)

vous cette réelle, ignoble souffrance ? Pourquoi, une fois pour toutes, réglez-vous son compte à la jalousie en la classant parmi les séquelles de la propriété privée ? Vous avez vraiment la conscience tranquille quand vous avez arrangé les choses aussi schématiquement ?

POURQUOI les projets politiques, quand ils se rappellent (et ce n'est pas toujours le cas) qu'une société est faite d'êtres humains, accouplés ou non mais désirant toujours l'être ne serait-ce que pour un instant, pourquoi se bornent-ils à parler de couple, d'organisation familiale, de contraception, mais jamais d'amour, de plaisir et de déplaisir ? Vous ne croyez pas que le mot « bonheur » perd tout son sens, privé de cette composante essentielle ? Pourquoi ne pas en tenir compte ?

J'en causais hier avec mon frère, un type pas ordinaire qui s'est dérobé lui aussi, disant : « C'est un sujet sur lequel on ne peut absolument pas généraliser. A chacun de se démerder comme il peut en sachant que ce n'est jamais parfait ». Bon. D'accord. Pas question de généraliser. Mais question tout de même d'y voir clair, non ? Et de ne faire des projets politiques qu'en fonction, justement, de cette diversité et de ce balbutiement dans l'errance, non ? Et de se dire que si on ne peut généraliser ça, on ne peut pas généraliser grand chose, non ? Et d'avouer à soi-même, militant d'un monde meilleur, que le bonheur absolu par la société parfaite, c'est un peu de la foutaise, non ?

Je vous le demande.

Isabelle Cabut

DESASTRE NUCLEAIRE DANS L'OURAL

Le professeur israélien Lev Tumerman a livré un témoignage exceptionnel sur les conséquences d'une explosion nucléaire accidentelle qui s'est produite en Oural en 1958. C'est au cours d'un voyage qu'il a effectué dans cette région deux ans après la catastrophe que le professeur a été le témoin oculaire d'un paysage de désolation, d'où toute vie animale ou végétale avait disparu. « Je ne saurais trancher entre la théorie selon laquelle il se serait agi d'une trop grande concentration de déchets nucléaires et les affirmations des services de renseignements américains qui parlent de l'explosion d'une usine de plutonium. Ce que je puis en tout cas affirmer, c'est qu'il ne s'agissait pas d'une explosion dans une usine produisant de l'énergie nucléaire à usage civil, mais d'une explosion dans une

installation militaire. Tous mes collègues étaient convaincus que l'explosion s'était produite à la suite d'une négligence des autorités chargées d'assurer la sécurité. »

L'AMIANTE CHASSE LE MAIRE

Le maire et le conseil municipal de Larchamp (Orne) viennent de donner leur démission pour protester contre les rejets de déchets en provenance de l'usine Ferodo de Condé-sur-Noireau.

« Je maintiens ma démission, a déclaré M. Le prince au journal « Libération ». A partir d'aujourd'hui, je redeviens un simple citoyen. En tant que tel, j'aurai toute latitude pour coller des affiches ou participer à des manifestations. Et croyez-le bien, nous aurons l'appui de pas mal de groupes écologiques. »

La municipalité de Larchamp avait déjà fait connaître à la préfecture son désaccord

concernant le déchargement des déchets par la Société normande de Nettoyement à la lisière de la forêt communale. Mais le 6 décembre, des sacs prétendument étanches commencent à s'entasser dans les anciennes mines de Larchamp, sans plus de garantie pour les administrés que la solidité desdits sacs. Que se passera-t-il le jour où le contenu de ceux-ci échouera dans le ruisseau de l'Halouze tout proche ?

ACCIDENT NUCLEAIRE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Il y aurait eu un mort dans un accident nucléaire le mois dernier à la centrale est-allemande de Greifswald. Le quotidien de Springer « Die Welt » affirme tenir cette information des comités d'initiative et de défense de l'environnement en Basse-Saxe.

VERS UN ARRET DES BOUES ROUGES ?

La société Tioxide doit arrêter de déverser ses boues rouges dans la mer du Nord. Telle est la décision du tribunal administratif de Lille, qui vient d'annuler les arrêtés préfectoraux autorisant les rejets.

Mais le jugement n'a pas d'effet suspensif, et il faudra attendre une décision probablement ministérielle pour voir cesser la pollution. Il est probable que Tioxide va engager un ultime recours devant le conseil d'Etat. Le directeur de la société est d'autre part inculpé pour pollution devant le Tribunal de Boulogne. Pendant que la justice suit son cours, les poissons crèvent et les marins-pêcheurs font faillite les uns après les autres.

ANTHROPOLOGIE

A LA TÉLÉVISION, UNE SÉRIE : L'AUBE DES HOMMES. LE TITRE FAIT BOÎTEUX. C'EST QUE "L'AURORE DE L'HUMANITÉ" ÉTAIT PRIS. FALLAIT FAIRE AVEC LES RESTES

VOICI UNE DEMI-MÂCHOIRE VIEILLE DE 500.000 ANS. ON EST FRAPPÉ PAR L'ABSENCE DE MENTON



PAS DE MENTON. C'EST TOUT CE QU'ILS TROUVENT À DIRE. ET LE FAIT QU'ILS NE RAMASSENT QUE DES DEMI-MAXILLAIRES NE LES GÊNENT PAS



COMPARONS AVEC UNE MANDIBULE ACTUELLE ...

PAREIL POUR LES CRÂNES... QUAND ILS EN TROUVENT.



NOTEZ LE RENFLEMENT DES ARCADES...

IL Y A 500.000 ANS, L'HOMME AVAIT CETTE TÊTE-LÀ, QU'ILS CONCLUENT



ALLEZ RACONTER ÇA À VOS ÉLÈVES, PROFESSEURS DE MES DEUX SAVANTES. L'HOMME, VOICI LA TÊTE QU'IL AVAIT:



Hugot

y'a qu'à faire

Deux pages de la GO sur le CRAC, ben dis donc, y'avait rien d'autre à mettre ? Les « nombreuses raisons très importantes » pour ne pas vouloir vivre en autarcie, c'est quoi S.V.P. ? Bien sûr, on peut installer une centrale atomique dans son jardin, et là personne n'est d'accord, mais à part ça ? Etre autonome, ou plutôt vouloir le devenir sur tous les plans, la bouffe, le vêtement, le transport, l'énergie, la culture, etc., n'est-ce pas réaliser une société écologique ? « Il ne s'agit pas de se marginaliser », disent-ils. Ben merde, d'abord on l'est déjà, ensuite se marginaliser ça ne veut pas dire s'entourer d'une double barrière de fil de fer électrifié en mettant une serrure « fiche à cinq points de fermeture » sur sa porte.

Se marginaliser, ça veut dire prendre ses distances, devenir autre, faire autrement, et y'a pas besoin d'apprendre, y'a qu'à faire, c'est tout. Cet été, on était dix, pas un charpentier, pas un menuisier, pas un couvreur, pas un plâtrier, pas un maçon, pas un carreleur. On a retapé une baraque (c'est pas nouveau) et on y vit. L'apprentissage des techniques et des métiers nécessaires est un peu loin du : « il faut éviter de s'en remettre aux touts puissants de la science » dont parlait l'interview de J.C. Colli. Ah bien sûr, si on veut se lancer dans le beau, dans l'élite de l'artisanat, faire des coffres marocains, faut savoir le faire seulement voilà, pour aller au Maroc de façon autonome, faut le faire !

Remarque qu'avec une machine à bois, des coffres, on peut en faire. De façon rentable, avec un plan de travail, une pointeuse à la sortie, et puis quoi encore ? Au rabot et à la scie, le coffre ! Pas besoin d'EDF, pas besoin d'ingénieur, merde alors !

Machine à bois : machine à laver. Quand on lave le linge (ou la vaisselle) c'est qu'on en a besoin. Quand on travaille le bois, ça doit être pareil, y'a pas deux poids, deux mesures, d'un côté les boulots chiantes, de l'autre les boulots intéressants. Il faut faire ce qui nous est nécessaire à vivre.

Faire la vaisselle doit être aussi agréable que faire une chaise. Vider le seau de merde tous les matins aussi passionnant que tisser la laine. Car ce sont ces gestes là qui nous rendent autonomes, marginaux.

Encore un mot : ces messieurs anarchistes, pardon anarcho-révolutionnaires-communistes (j'y connais rien !) parlent bien (l'élite, mon cher, toujours l'élite). L'autonomie du vocabulaire, connaissent pas. Lire la GO devient un exercice de haute voltige intellectuel.

Nous, on veut vivre sans presser de bouton, sans tirer une manette, sans brancher une prise. C'est simple, ça tient en deux lignes et c'est un peu plus clair.

Jean Pierre

aux non-violents

En avril 76, « Michel Franchy, 19 ans, s'est pendu à l'intérieur de sa prison, le Lycée Agricole de Magny-Cours (Nièvre). Immédiatement s'est déroulée une immense manifestation silencieuse à Nevers... Que croyez-vous qu'il soit arrivé depuis ? RIEN ou si peu de choses. Jugez plutôt. Quelques articles dans les journaux marginaux... le directeur du Lycée Agricole a été déplacé, mais non pénalisé. » (Front Libertaire).

Michel Franchy a laissé un testament politique où il dit notamment : « Nous sommes au siècle XX^e et nous n'avons plus le temps de laisser les choses aller. Je me suis toujours demandé comment les gens arri-

vaient à vivre alors que juste devant leur porte l'injustice triomphe. Je vous invite donc tous à l'action puisque vous êtes appelés à vivre (survivre ?). Tout est clair maintenant dans ma tête, aucun remords...

Je cède la Justice à ma famille, ça lui fera plaisir. Je cède mes biens matériels non pas à ma famille qui est riche mais aux élèves du bahut qui se serrent la ceinture en attendant le chômage.

Je cède l'Injustice à qui veut la combattre.

Je cède ma faiblesse à qui saura l'exploiter pour devenir fort.

Ne me vengez pas. Vengez-vous plutôt. »

Ces extraits bouleversants que je choisis avec peine car tout serait à citer ont nourri la colère et l'amour des héritiers inconnus de cette petite ombre. Dont je suis.



Ce n'est pas un hasard si les meilleurs et les plus drus, les plus crus, les plus nus, sont aujourd'hui d'autres ombres, celles du pourrissoir carcéral. Ici et au-delà des frontières, comme le montre si exactement « L'Affiche Rouge », ce film où le passé télescope le présent, et où les « terroristes » qui viennent d'abattre le général Sitter se retrouvent en 1976, sans changer de visage puisque il s'agit des acteurs qui jouent leur rôle, et qu'ils se congratulent : « On l'a eu ! » après l'exécution d'un autre Sitter de « ce siècle XX ». (Bilski aussi n'a tué que lui-même, mais comme Franchy, comme les étudiants tchèques qui tiraient au sort leur mort sous le nom de « Torche 1,2,3, » ils ont allumé un feu de signalisation pour nous.)

Si elle vous intéresse, n'oubliez pas de réfléchir à l'idée d'une grande marche non violente, cet été, à travers la France (et plus loin) avec étapes en car entre les diverses régions concernées. Ce qu'il faut mettre au point et nous communiquer pour savoir si ce projet est réalisable : quels sont les problèmes spécifiques de votre région, les objectifs géographiques ? Y a-t-il de faciles possibilités d'hébergement (granges, terrains de camping) et d'approvisionnement en bouffe pas trop chère ? Connaissez-vous des groupes locaux qui animeraient agria-

Or, voici ce que je lis après la session de la Convention Européenne sur la Répression du Terrorisme qui sera signée le 27 janvier 1977 : « La notion même de terrorisme peut s'étendre jusque au-delà des délits ; il en sera de même en ce qui concerne la tentative de commettre une des infractions précitées ou la participation en tant que co-auteur ou complice d'une personne qui commet ou tente de commettre une telle infraction ». (Article 1 et 2)

Et l'auteur de cet article qui comporte cette citation conclut avec évidence : « Ils préparent l'Internationale des Etats Terroristes refusant aux peuples le droit à la révolte et à la Résistance. »

Alors, je dis aux non-violents : Qu'attendez-vous pour signer en masse ce contre-texte, ou un similaire : « Nous, les adversaires de la violence et les ennemis de la terreur, estimant qu'il y a assez de Txiqui, de Garmendia, d'Ulrike Meinhof, de Margharita Cagol, de Maire Brum, de Franchy, nous déclarons que nous sommes prêts à fournir aide, retraite, protection, donc à être traités en complices de personnes dont nous désapprouvons les méthodes, à tous ceux qui, pour leurs actes artisanaux de contre-violence tombent sous le coup de la terreur et de la violence industrielle de nos ennemis communs : les Etats Policiers ? »

Je signale que je tiens mordicus à une réponse.

Françoise d'Eaubonne

En ce qui me concerne personnellement, la réponse est : « Je soutiendrai toujours, protégerai, cacherais, nourrirai, quiconque sera en butte à une répression, et cela sans en chier une pendule, le crier sur les toits ni en faire un système politique ».

Isabelle

*blement et sans trop de prétention les soirées (bals populaires, fanfares, folk, pop, etc.)? Autre chose qui vous passe par la tête?
Il faut que ce projet soit déjà un peu net pour le présenter aux copains de divers pays réunis en février. Co urge.*
Isabelle

Albert, auteur-compositeur dans le besoin et Maurice, auteur-compositeur dans la merde, se lient d'une solide amitié. Le perfide M. Chobise Nènesse, en détournant Albert de sa destinée de chanteur de second ordre, parviendra-t-il à rompre le lien qui les unissait ?

MAURICE s'était installé gailardement dans une inconfortable torpeur, comme un Bigouden dans une deux CV dont on ne peut enlever la capote. Sa pauvre tête, parcourue d'images trop polissonnes pour être honnêtes, ressemblait à un gros navet le matin et devenait rouge violacé aussitôt qu'il s'était roulé une cigarette de hachich parmentier.

Une des choses qui l'empêchait de profiter pleinement de cette maladie inguérissable était le fait qu'il sentait grimper le long de son pantalon tout un tas de petits bonshommes en short, qui après avoir gravi à l'aide de piolets le reste de son corps, se plaisaient à lui chuchoter à l'oreille des propos qui le mettaient fort en colère tel que : « si tu votes grand tisonnier, tu passeras à la télé ». Un jour, n'y tenant plus, il en attrapa un par le bout de sa vanité et le jeta par la fenêtre ; après quoi, il entreprit de tout raconter à personne afin de communiquer son bonheur à d'éventuels fantômes.

C'est, si mes souvenirs sont exacts, le 23 janvier à 8 h 18 du matin qu'il décida de se rendre à la médecine, pour qu'elle fasse de lui un malade véritablement malheureux, comme devraient l'être tous les malades qui se respectent.

Le médecin, bien que n'ayant pas l'air de lui en vouloir personnellement, parlait si peu que Maurice s'en irrita et décida de lui jouer un tour à sa façon. L'ambulance roulait bon train (à ce propos allez savoir pourquoi les bons trains ne roulent jamais ambulances), et zigzagait au fil de la route car le médecin s'entêtait à jouer du violon en même temps que de la conduire. Maurice, mi-figue mi-raison, lui glissa la bouche pâteuse : « Médecin n'crois-tu pas que ton violon a la fièvre, il dit des notes que je ne comprends pas ». Le médecin mit son archer dans le trou du violon afin de vérifier, perdant le contrôle de son véhicule qui tomba en même temps que lui dans le panneau « hôpital silence ».

Lorsqu'il se réveilla, Maurice gisait tout au fond d'un bocal, rempli de gouttes de notes banales, retenant avec peine les bouffées de larmes qui s'acharnaient comme des garces à lui chatouiller les paupières.

Sur le bocal dans lequel il reposait étaient écrites des choses étranges, que sa mère avait bien du mal à déchiffrer. Le grand tisonnier l'avait fait enfermer dans cette boule de verre afin qu'il n'attrape pas le talent des autres, car un monde où tout le monde aurait du talent deviendrait insupportable. Le grand tisonnier parlait souvent à la TSF pour dire que la société devait être essentiellement basée sur la différence

des revenus, qu'il devait coûte que coûte y avoir des riches et des pauvres, des génies et des imbéciles, de façon à ne pas supprimer l'essentielle raison de vivre des nantis qui puisent leur optimisme dans le fait qu'ils ont une plus belle salopette que le voisin.

LES très grands riches venaient d'avoir à ce sujet une très riche idée. Dès l'âge de trois mois les bébés devaient être passés dans une machine à trier, capitonnée, beaucoup plus par nécessité que par humanisme, car un peuple de crânes cabossés n'a que très peu de chance d'inventer la bombe atomique et la guillotine automatique à commander de son fauteuil.

Tous les bébés étaient mélangés dans un grand cylindre puis éjectés dans différents couloirs : couloir « cons », couloirs « chefs », couloir « talents », « petits chanteurs », « grands chanteurs », etc.

Tous les bébés que Maurice avait donné à Josette s'étaient fait éjecter dans le couloir « 14-18 » ou « 39-45 », ce qui voulait dire en langage codé : « tout juste bon à servir de chair à boucherie ».

La mère de Maurice avait, grâce à des économies durement acquises, acheté le droit de dormir par terre près du bocal où gisait son grand enfant.

Albert dormait sur ses deux oreilles et rêvait de grandes sonos qui vous percent le tympan. C'était un rêve étrange et coloré comme une soirée à l'Olympia, retransmise sur une chaîne couleur achetée avec les bons de la Semeuse. Le pince à feu Quicotrax, confident du grand tisonnier, avait revêtu, dans son rêve, une sorte d'habit transparent où l'on devinait son gros cul amaigri par le mécénat et le jazz rock à bon marché. Il tentait d'enfiler sur chacun des gros doigts de pied d'Albert, avec un sourire voluptueux, deux disques d'or : mais, comme Albert avait les orteils trop gros par rapport aux trous des disques, le grand Quicotrax, qui doit sa réussite à beaucoup d'ingéniosité et de persévérance, avait entrepris de les enrouler de fil pour les rendre plus petits, comme les époux font lorsqu'ils veulent divorcer et retirer leur alliance afin de la revendre à un marchand de peaux de lapins. C'était assurément un très joli rêve. Pourtant, Albert pensait que si le grand Quicotrax avait fait faire cette besogne par sa secrétaire, les couleurs auraient été encore plus chatoyantes et son bonheur encore plus démesuré.

Lorsqu'il se réveilla il fut bien sûr un peu déçu, pourtant le fait qu'il avait acquis la certitude, depuis la St-Barnabé, qu'il possédait beaucoup de talent, l'aida à renouer avec la réalité dans un minimum de temps.

En effet, notre ami était patenté en talent, car le talent se mesurait, depuis l'élection du nouveau tisonnier, au nombre de sous que l'on pouvait faire gagner aux despotes et au nombre de watts qui habitaient votre sono. Albert économisait pour se payer des watts supplémentaires et resplendir enfin des pleins pouvoirs dans le domaine de la chanson, ce qui prouvait une grande lucidité car les comités d'entreprise n'acceptaient de se déplacer en autocar qu'à partir de 20 000 watts. Je les revois encore ces chers salariés réclamer les 20 000 watts que la médecine du travail avait décidé de leur supprimer, les électrochocs étant devenus le monopole de l'industrie du disque, les cliniques avaient dû se spécialiser dans l'ingurgitation de barbituriques obligatoires.

Albert éprouvait un si grand besoin de réussir qu'il en était venu à inventer un ouvre-boîte à ampoules, grâce auquel il pouvait, dès que le propriétaire de l'ampoule avait le dos tourné, extirper quelques watts et les reglisser dans sa boîte à sono en sifflotant pour avoir l'air de rien.

UN soir, Albert rentra chez lui sa musette pleine de watts piqués à droite et à gauche et instinctivement tourna le bouton de sa machine à laver, afin de se mettre au courant des dernières nouvelles. Il entendit d'abord : crach, broum scriq, glouglou, et se dit que les forces libres devaient être en train de couler à deux doigts de la Normandie, ce qui était évidemment dommage. Il réussit toutefois à capter « machine culture », entre lavage et rinçage. L'émission était consacrée aux grands gauchistes mondains de Jésus Christ à Napoléon, qui n'avaient jamais rien écrit sur la chanson n'en ayant strictement rien à foutre, car ils n'avaient côtoyé le peuple qu'à l'école maternelle dans le pire des cas. La discussion était fiévreuse, personne ne mâchait ses mots lorsqu'on entendit une porte claquer et des pas nerveux arpenter la moquette du studio ; un bruit de micro renversé succéda à tout cela. Albert capta quelques bribes de phrase du genre : « me battez pas m'sieu l'Directeur », et plus rien pendant 23 minutes et demie. Albert pensa que c'était peut-être sa télé-machine qui ne fonctionnait plus et jeta un coup d'œil dans le hublot, où ses vieux slips et ses chaussettes sales dansaient la danse du ventre en frôlant le ridicule, lorsqu'une voix énergique éclata au point qu'il fit un écart en arrière, comme le décrit si bien Victor dans un de ses feuilletons : « A r'culez-vous jusqu'à les arbres, bande de couillons et les c'euses qui n'sont pas contents, z'ont qu'à s'faire la jaquette à l'Europe ou à l'RTL ». C'était en effet le directeur, issu du peuple, et que le grand tisonnier avait propulsé à ce poste pour des raisons démerdegogiques. Le meneur de débats n'osait pas demander pardon car il se disait que les auditeurs risquaient de l'entendre, et découvrirait qu'il n'était pas un vrai gauchiste mondain mais bien un droïtiste du peuple. Il se contentait de lui envoyer des baisers silencieux entrecoupés de saluts hitlériens pour calmer sa colère. Le télégraphe venait d'être une nouvelle fois inventé.

Moiziard

" AVOIR UNE POUBELLE QUI DEBORDE C'EST MEPRISER SON PROCHAIN "

Monsieur Edouard Bonnefous Président d'Honneur de la 2^e Semaine Internationale de l'Environnement.
 Monsieur Robert Piketty Président du Salon International des Techniques, Air, Bruit, Déchets, Eau et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances Industrielles et Urbaines.
 Monsieur Jacques Savin Président d'Internet'Expo 76 - 4^e Salon International du Nettoyage.
 Monsieur Pierre Schneider Président de l'Exposition Professionnelle pour l'Aménagement et l'Entretien des Espaces Verts.
 Monsieur Guy Rabourdin Commissaire Général de la 2^e Semaine Internationale de l'Environnement.

vous prient de leur faire l'honneur de bien vouloir assister à l'Inauguration de la 2^e Semaine Internationale de l'Environnement par

Monsieur Vincent Ansquer
 Ministre de la Qualité de la Vie

Accueil : Parc des Expositions - Porte de Versailles
 PARIS 15^e - Bâtiment 1/1

Le Mardi 7 Décembre 1976 à 10 heures

J'ETAIS en retard, comme d'habitude. Le petit groupe d'officiels arpentaient déjà les allées du salon des techniques anti-pollution. Je me suis donc engagé seul dans la première travée, entre un camion de mesure atmosphérique et une benne à ordures. Il y avait



là quelque deux cents firmes qui présentaient chacune un appareil miracle anti-polluant.

Contre la pollution de l'air, des détecteurs, des échantillonneurs, des épurateurs et autres dépoussiéreurs. Contre celle de l'eau, des analyseurs, des dégrilleurs, des surpresseurs, des déshuileurs et une pléthore de systèmes pour lutter contre la marée noire. Un représentant patient m'a raconté comment en octobre 1974 une société

pétrolière avait récupéré 260 tonnes d'hydrocarbures par vent de force 7 et avec des vagues d'1 m 50 grâce à ses appareils à cyclone artificiel.

les lumières d'EDF

Rêvant de mers et de bateaux, je suis allé me promener dans « l'environnement urbain ». Il ne concernait qu'un seul exposant : un nouveau matériel de projection de peinture par aérosols pour le traçage des parkings et des aires de stockage. A côté des analyseurs et sonomètres de la section « bruit », on trouvait tout pour l'ordure : du camion-benne dernier-cri au sac en plastique révolutionnaire, et quelques récupérateurs. Un participant intéressant : la Fédération nationale des syndicats des industries et commerce de la récupération (14, rue de Courcelles, Paris 8^e) qui m'a offert un dossier en papier « pur chiffon ».

Enfin, en bonne place au milieu du salon, l'inévitable stand d'EDF. Photos couleur de centrales nucléaires et panneaux explicatifs. J'ai lu avec attention : « EDF étudie la reproduction des poissons dans le canal de rejet et la tolérance thermique des différentes espèces en laboratoire... » « La direc-

tion des études et recherches d'EDF a équipé un camion en laboratoire d'écologie pour procéder en tous lieux à diverses analyses chimiques et biologiques de l'eau... » « Aux alentours des centrales nucléaires, des contrôles sont effectués chaque semaine... » En appuyant sur le bouton « fonctionnement », j'ai allumé de jolies lumières dans la maquette d'une tour de refroidissement à tirage naturel pour la centrale de Dampierre. Amusé et fier de la haute participation d'EDF à la lutte antipollution, je me suis dirigé vers le salon « espaces verts ».

espaces vert de compétition

C'était une exposition de machines : des tondeuses à gazon, des tondeuses-broyeuses, une tondeuse-faucheuse débroussaillieuse « à tout faire » et des tracteurs spéciaux « espaces verts ». Du côté des accessoires : des revêtements synthétiques « tout temps » pour les terrains de sports, un « gazon de compétition » fabriqué en incorporant des billes de polystyrène expansé dans la terre végétale, des granulés en caoutchouc pour la confection d'aires de jeux. Un balai pour feuilles mortes, en résine synthétique imitant les balais de branchage, a retenu mon attention. Cet outil étonnant, « trente fois plus résistant », est agréé par la ville de Paris par arrêté préfectoral et a une durée moyenne d'utilisation de 40 jours. « La qualité est la mère de l'efficacité » : tel est le slogan de la société Quinoléine, qui proposait d'efficaces débroussaillants au 2-4-5, T (Sylvanox). « Le taux de dioxine est conforme à celui précisé par la législation française », précise le dépliant. L'hôtesse de service a reconnu que la vente du produit, dont elle faisait la publicité, était interdite. Rassuré par ces sages paroles, je suis entré au dernier salon, celui du nettoyage. Des démonstrateurs frottaient inlassablement le même petit bout de moquette. Heureusement, on avait organisé une

activité passionnante pour tromper leur ennui : le concours du meilleur ouvrier nettoyeur, qui mettait en piste 32 balayeurs et 16 laveurs de carreaux sélectionnés par « un organisme de formation continue ».

cacahuètes et environnement

Fatigué par la vue de ces saines activités, je terminai ma visite au stand du ministère de la Qualité de la



Vie, où je retrouvai mes hôtes. Dans un fauteuil, le ministre de l'environnement de Grande Bretagne dégustait des olives. Debout devant le petit groupe de visiteurs, Vincent Ansquer, ministre de la Qualité de la vie, congratulait les organisateurs : « Nous sommes le carrefour mondial de l'environnement ». J'ai bu une coupe de champagne en méditant une phrase de Robert Pougade dans un numéro spécial de « Nuisances et Environnement » : « J'ai regretté que le mot environnement ait disparu, pour une raison toute pédagogique. Car les Français avaient fini par savoir ce que cela voulait dire et je ne suis pas sur qu'ils savent encore ce que veut dire « Qualité de la Vie » qui est une expression à la fois très ambitieuse et peut-être plus grave que le mot environnement. » Un industriel, qui cherchait le PDG de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, m'a tendu l'assiette de cacahuètes. Je l'ai confiée à un journaliste de radio, et je suis sorti, avec un léger mal de tête.

Dominique Simonnet

la panne de bretagne

Quel est le lien entre le nucléaire et la coupure de courant en Bretagne le 11 novembre ? Acte prémédité d'EDF afin de convaincre les Bretons qu'il leur faut des centrales nucléaires ? « Enerpresse » (N° 1701, 18/11/76), qui est fort loin d'être un bulletin de contestataires de l'atome, donne une autre explication, fort plausible, et tout aussi dévastatrice pour le programme électro-nucléaire d'EDF.

« Le virage nucléaire du gouvernement est une opération fort coûteuse pour EDF et cette affirmation va loin. L'électricien national compte évidemment s'y retrouver dans le prix du kwh, mais il n'en doit pas moins déboursier des sommes folles pour mettre en train, et tout d'un coup, un parc de centrales nucléaires dont chaque unité va chercher dans les deux milliards de francs - au minimum et sans compter les douceurs faites à Creusot-Loire pour le cas,

probable, où le programme serait quelque peu infléchi en baisse. Le résultat est que l'argent manque pour faire le reste, et que cela se traduit par une sorte de grignotage sur tous les autres postes de dépenses... Le vieillissement et la dégradation du réseau sont le signe de ces difficultés, et expliquent pour une bonne part la coupure intervenue en Bretagne. »

« Enerpresse » poursuit en notant que les dépenses d'entretien sont passées de 45 F à 25 F par kilowatt depuis les options nucléaires et que la disponibilité du parc thermique classique est descendue de 88 % à 83 %. Ce qui correspond à une perte de 1000 MW, à un réacteur nucléaire. Comme d'habitude, l'entretien de ce qui existe passe loin derrière les investissements. D'autre part, le C.S.F.R. (Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin) rappelle que le mercredi 12 mars 75 les lumières s'étaient brusquement

éteintes à Fribourg et dans le Kaiserstuhl en Allemagne. Cette région est le nid des résistants à la centrale nucléaire de Wyhl. Comme par hasard, cette panne était intervenue au beau milieu de la retransmission d'un important match de football. EDF n'a rien inventé...

NOEL A SEVESO

Les trois dirigeants de l'usine chimique d'Icmesa de Seveso ont été remis en prison en attendant leur procès.

Depuis juillet dernier, après qu'une nuage de dioxine eut copieusement arrosé la région, les dirigeants se trouvaient en régime de semi-liberté pour surveiller le démontage de l'usine.

Les ministères italiens de la Santé et du Trésor se sont portés parties civiles dans le procès contre Icmesa, espérant ainsi récupérer une partie des sommes versées à la population sinistrée.

LA SAVOIE DIT NON A MALVILLE

Deux mois après le Conseil général de l'Isère, qui avait demandé le 24 septembre dernier de « surseoir au projet de construction de la centrale de Creys-Malville », le Conseil général de Savoie, lors de sa dernière réunion, a adopté la même motion, à l'unanimité moins cinq voix. Il demande également la consultation démocratique des populations et des élus de tous les départements concernés par la construction du sergénerateur.

Danielle

LA STRATEGIE NUCLEAIRE D'EDF (suite)

« La Gueule Ouverte » a publié en exclusivité dans son numéro de la semaine dernière un rapport confidentiel du service central des relations publiques d'EDF : « propositions d'orientations pour l'action d'information nucléaire en 1976 ».

Toujours communiqués par l'efficace service des fuites des Amis de la Terre, voici maintenant trois autres documents émanant de la même origine. EDF y propose notamment de faire appel à des professionnels des relations publiques pour persuader les populations locales d'accepter les centrales nucléaires.

OPINION PUBLIQUE SUR LES SITES PROJETÉS DE CENTRALES NUCLÉAIRES

On possède au début de l'année 1976 suffisamment de recul pour décrire de façon exacte les variations de l'état d'esprit du public sur les sites projetés de centrales nucléaires.

On distingue en gros trois phases :

- une première où un certain nombre de notables locaux, le plus souvent le maire ou le conseiller général, quelques conseillers municipaux se déclarent favorables à la centrale. Souvent bien informés (il est aisé d'informer un nombre limité de personnes) ils comprennent aisément l'intérêt de l'implantation de la centrale.

A ce stade, la population, peu informée, est indifférente.

- la seconde phase où les notables locaux restent favorables à la centrale. Mais la population est en train de se faire une opinion par les tracts, réunions publiques ou pétitions diverses provoqués par les organisations antinucléaires. La puissance de cette campagne antinucléaire est due au bénévolat d'un certain nombre de personnes profondément motivées soit par des convictions philosophiques, soit par des craintes réelles, soit par intérêt personnel. Il ne faut pas exagérer les moyens financiers des organisations anti-nucléaires. Leur force provient du temps consacré à l'action par leurs membres.

Très souvent la campagne anti-nucléaire est soutenue par des universitaires ou chercheurs de la



Région parisienne ou du voisinage, mais c'est sur place qu'elle trouve les soutiens principaux de son action. Ceux-ci se recrutent soit parmi les résidents secondaires, soit chez le corps enseignant, mais peuvent aussi se trouver dans n'importe quelle part de la population.

- une troisième phase où les notables sont toujours favorables à la centrale, mais se retrouvent isolés. La population dans sa grande majorité est devenue hostile à la construction de la centrale nucléaire. Cela peut se concrétiser par un référendum nettement défavorable : ainsi Montjean et Liré (Maine et Loire), Golfech (Tarn et Garonne), Port la Nouvelle (Aude). Actuellement tous les sites où nous avons eu récemment des sondages d'opinion sont hostiles à l'implantation de centrales nucléaires : ainsi Nogent-sur-Seine, Ploumoguer (Finistère), la plaine d'Alsace, sauf Fessenheim.

Tous ces sites, et d'autres probablement, sont à la phase III. Comme toute description de phénomène

sociologique, celle-ci a des exceptions : lorsqu'un élu local « tient » sa population, comme à Flamanville ou à Gravelines, celle-ci ne bascule pas dans l'anti-nucléaire. Lorsque cette population est habituée au nucléaire ou à la grande industrie, c'est le cas de la vallée du Rhône, elle ne bascule pas non plus.

Comment enrayer ce processus d'isolement des élus locaux favorables au nucléaire qui s'est déroulé inexorablement sur bien des sites ? Il s'agit tout d'abord d'éviter l'erreur qui est devenue classique :

A la phase I, les élus locaux sont favorables, la population indifférente.

La réaction habituelle des responsables régionaux d'EDF est : « Tout va bien, ne faisons rien. Cela pourrait déclencher une réaction des groupes anti-nucléaires ». Le champ est laissé libre pour « l'information » des Associations de Défense contre la Centrale. Ces Associations se créent alors et se donnent pour but « d'informer ». D'où passage à la phase II. Pour obtenir un consensus favorable de la population, il faut :

- Eviter certaines zones. Lorsqu'une région vit et vit bien d'une activité, comme le tourisme, qui risque d'être lésée par le long chantier d'une centrale nucléaire, il faut éviter, si on le peut, d'y prévoir la construction d'une centrale nucléaire.

- Rechercher soit les zones agricoles à perte de vitesse, soit les zones déjà industrialisées où les habitants ne risquent donc pas d'être traumatisés par la destruction d'un paysage ancien.

Ensuite il faut informer sans attendre, et ceci dès que le site est considéré comme sérieusement envisagé pour une centrale. Cette campagne d'information doit être programmée et structurée. Elle doit faire comprendre à chaque catégorie socio-professionnelle l'intérêt qu'elle peut avoir en l'implantation de la



centrale. Elle doit dissiper également les craintes de la population concernant les nuisances éventuelles.

Les campagnes d'information que nous avons faites depuis que les difficultés actuelles sont apparues ont été souvent trop tardives. Elles n'ont jamais eu l'ampleur nécessaire, même à Nogent sur Seine.

Il nous faut maintenant prendre le problème rationnellement. Il s'agit d'un travail de professionnel. Il faut en s'appuyant sur les élus locaux, toucher les mass média locales et toutes les catégories de la population.

On propose pratiquement de prendre comme conseil des professionnels placés auprès des Directeurs régionaux de l'Équipement afin de lancer des campagnes d'information pour plusieurs sites :

Nogent-sur-Seine, Belleville (Cher) et Ploumoguer (Finistère).

Nogent sur Seine et Ploumoguer sont pratiquement à la phase III (élus locaux isolés), Belleville à la phase II.

Les opérations un peu différentes d'aspect, mais toujours avec des professionnels devraient concerner l'ensemble de la Bretagne, de l'Alsace et du Languedoc.

Au bout d'une période de six mois à un an, on pourrait discerner les méthodes d'information les plus efficaces et les généraliser.

Nous apprendrions aussi à utiliser les professionnels de l'information et à les insérer dans notre organisation actuelle : assistants résidentiels, informateurs nucléaires, etc.

PROPOSITION DE RÉPARTITION DES TACHES RELEVANT DE L'INFORMATION NUCLÉAIRE

Les directives des 20 mars et 24 juin 1975 ont défini le cadre et les orientations de l'action qui devait conduire l'Établissement pour l'information du public et du personnel sur l'énergie nucléaire. Se

OPINION PUBLIQUE ET CENTRALES NUCLÉAIRES EN FRANCE: PROPOSITIONS POUR 1976

Il y a plus de dix ans maintenant que pour la première fois des associations de défense réussissaient à retarder la construction et la mise en service de centrales nucléaires. Ceci se passait en Californie.

La contestation anti-nucléaire a atteint ensuite l'Europe.

D'une manière générale, et pour un pays donné, cette contestation est d'autant plus vive que le niveau de vie et la densité de la population sont plus élevés. Il s'agit donc d'un mouvement de fond à résonance philosophique profonde.

Il est normal que la France soit atteinte plus tard que les États-Unis, pays à niveau de vie matériel plus élevé, et

plus tard que l'Allemagne, la Suède et la Suisse, pays à densité de population plus élevée.

L'année 1975 aura été pour la France l'année du tournant dans ce domaine. La contestation anti-nucléaire a fait irruption en force. Actuellement la situation en France est devenue proche de celle des autres pays occidentaux industrialisés tout en restant un peu meilleure.

Ce tournant était inéluctable. Il intéressera d'autres pays, tel l'Espagne, prochainement. Le débat parlementaire n'aura été qu'une occasion en France pour qu'il intervienne.

Il serait faux de voir derrière la contestation antinucléaire l'expression exclusive d'intérêts privés, même puissants, ceci existe, ainsi en Allemagne, le lobby charbonnier, mais réduire à cela un mouvement qui touche aux racines mêmes de notre société, serait une erreur profonde. Il s'agit de l'expression d'un refus d'une société considérée comme trop industrielle, les centrales nucléaires cristallisant facilement cette opposition. L'objet de

référant à ces directives, la présente note a pour objet de préciser la répartition des tâches entre le Service central des Relations publiques et les Directions concernées par l'information nucléaire.

information du public

Au plan régional et local

La Direction de l'Équipement est responsable et pilote les actions d'information du public, quelle qu'en soit la forme, sur et alentour des sites envisagés pour l'implantation d'une centrale nucléaire, de l'origine à l'achèvement du projet.

La Direction de la Production et du Transport assume une responsabilité d'information analogue sur et autour des centrales nucléaires en exploitation.

Pour chaque site comportant à la fois des tranches en

construction et en exploitation, les deux Directions déterminent entr'elles la répartition de leurs responsabilités en matière d'information, suivant les moyens dont elles disposent sur place.

Les Directions développent leur action au niveau régional et local en étroite association avec les Directions régionales et les Centres de Distribution sur le territoire desquels elles sont appelées à intervenir.

Elles associent autant que de besoin le SCRП à leurs initiatives et, en tout état de cause, l'en informent préalablement pour le mettre en état de jouer à tout moment son rôle de coordinateur des actions de Relations publiques de l'Établissement et d'intervenir le cas échéant auprès des pouvoirs publics vis-à-vis desquels, il a mission de le représenter.

Au plan national

Le SCRП, en vertu de sa mission, est responsable et pilote les actions d'information du public quels que soient les média utilisés, soit qu'il conduise et développe ces actions en collaboration étroite avec les Directions concernées - et notamment la Direction de l'Équipement - soit qu'il leur demande de les conduire elles-mêmes pour le compte de la Direction générale.

Les aménagements que les circonstances peuvent rendre opportun d'apporter à cette règle de principe font l'objet d'un accord préalable entre le SCRП et la Direction concernée.

Pour faciliter l'application des dispositions qui précèdent, les responsables des Directions de l'Équipement, de la Production, Transport, de la Distribution et du SCRП se réunissent périodiquement.

information interne

Le SCRП est chargé de promouvoir, au sein de l'Établissement, la politique d'information et de com-

ce texte n'est pas d'analyser ce refus et cette opposition.

Il est bien évident que pour nous les points les plus sensibles sont les sites. A cet égard, notre situation est bien meilleure qu'au Japon, qu'en Suisse ou en Allemagne. Nous devons maintenir cet avantage.

L'analyse de la situation sur les sites est faite en annexe.

Pratiquement on propose de faire appel à des professionnels, c'est-à-dire à des Agences de Relations Publiques. Ceux-ci, certes, ne sont pas familiarisés avec le problème de l'implantation des centrales nucléaires. Mais ils savent bâtir une campagne d'information et surtout sont introduits dans les milieux des mass média.

On propose de prendre comme conseils pour plusieurs sites, quatre ou cinq pour fixer les idées, quatre ou cinq agences différentes pendant une période de l'ordre de six mois. Passée cette période, les services spécialisés d'EDF auront suffisamment appris pour sélectionner les meilleures agences, ou pour agir uniquement par eux-mêmes.

munication définie par la Direction générale. En ce qui concerne plus particulièrement l'information du personnel sur l'énergie nucléaire, il assume sa mission avec la collaboration technique des Directions concernées, Équipement et Production Transport.

Le SCRП met en œuvre et suit les actions qui apparaissent opportunes au plan national, dans ce domaine, quel que soit l'instigateur du projet.

Le groupe de rédaction « information nucléaire » de la Direction de l'Équipement, chargé de l'établissement et de la mise à jour de la documentation nucléaire, y participe étroitement, à la fois comme conseil technique du SCRП et comme responsable de centres d'information spécialisés dans la diffusion de la documentation nucléaire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'EDF.

LE NUCLEAIRE AUX USA

Beaucoup d'idées fausses circulent à propos de l'opposition au nucléaire aux USA. Il est essentiel de mettre les choses au point.

Il y a trois ans s'était produit un premier ralentissement du programme nucléaire causé par la crise économique. En 74 et 75, profitant de la reprise, de nombreuses compagnies d'électricité ont passé des commandes. En 1976, nouveaux ralentissements : seuls deux réacteurs ont été achetés cette année. La cause semble être la hausse rapide du prix des installations. De plus en plus aussi, les effets de la méfiance du public envers le nucléaire se font sentir.

LA structure de l'industrie nucléaire américaine est beaucoup plus complexe que la structure française : la recherche est assurée par l'ERDA (agence de recherche et de développement sur l'énergie). La N.R.C. (commission de réglementation nucléaire) est responsable de la sécurité nucléaire. Ces deux agences fédérales sont issues de l'éclatement, il y a deux ans, de l'AEC (commission à l'énergie atomique).

Les firmes de vente de l'électricité sont pour la plupart privées. Mais il existe dans certains Etats des agences publiques qui assurent la distribution de l'électricité : la T.V.A. (Tennessee Valley Authority) par exemple, qui a commandé le surgénérateur de Clinch River. Le gouvernement cherche actuellement à s'assurer le contrôle de la distribution. Lors des élections du 2 novembre, il y a eu dans le Massachusetts un referendum proposant le passage sous la tutelle de l'Etat des compagnies d'électricité. Argument avancé : « si l'Etat gère le secteur de l'électricité, le service public sera mieux assuré ». Cette proposition a été rejetée par plus de 80 % des électeurs. Ils ont dit non à la centralisation.

La cause fondamentale de cette tendance de l'Etat est la moindre efficacité de l'industrie privée. Le nucléaire réclame une planification à long terme et une forte coordination à tous les stades de l'industrie, de la mine au retraitement. Par ailleurs, peu de sociétés privées ont l'argent nécessaire pour engager les investissements demandés par une usine de traite-

ment des déchets ou d'enrichissement du combustible.

Les constructeurs de centrales nucléaires sont privés : Westinghouse, General Electric, Gulf.

le rapide est en carafe

Actuellement, 61 centrales sont en fonctionnement, 73 en construction et 100 en projet. En 1985, 200 centrales devraient être en service. En l'an 2000, ce sera 1000...

Un surgénérateur est prévu à Clinch River (Tennessee). Mais l'opposition est forte. Il est fort probable que les antinucléaires vont obtenir gain de cause. Ce d'autant plus que Carter vient d'être élu. Depuis l'arrêt du prototype Enrico Fermi en 1966, les USA n'ont plus de surgénérateur. En 1975, la compagnie d'électricité a présenté son projet. Actuellement, elle est toujours en désaccord avec la N.R.C., qui demande une résistance de l'enceinte de protection de 1200 mégajoules, soit le double de ce qui est

Dégageant beaucoup de radiations, elle a fini par être arrêtée. Un nettoyage complet de l'installation s'avère nécessaire. Mais faute d'argent, on attend.

Actuellement les déchets ne sont pas retraités, mais simplement stockés. Une nouvelle installation est en construction à Barnwell en Caroline du Sud. Construite par la General Electric et la Gulf Oil, elle a coûté 250 millions de dollars. Mais 500 millions supplémentaires s'avèrent indispensables pour que l'installation soit opérationnelle. Incapables de payer, les compagnies attendent une aide de l'Etat. Des « hearings » se déroulent à Washington sur le recyclage du plutonium. Ce sont des auditions préalables au vote d'une loi ou au dépôt d'un projet. Jusqu'à présent, le recyclage du plutonium est interdit aux USA par mesure de sécurité. Cela n'a d'ailleurs pas empêché un troisième étudiant américain de bricoler une bombe au plutonium.



proposé. Il y a un désaccord également sur la quantité de plutonium qui serait perdue en cas d'accident : un pour cent ou un pour mille ? La N.R.C. a posé plus de 5000 questions à la compagnie. Les réponses risquent d'être longues à obtenir. Selon Tom Cochran de Natural Resources Defense Council, il n'y a pas de danger de voir la construction de Clinch River commencer avant trois ans, si elle commence jamais !

Trois usines de retraitement existent ; Hanford (Washington), sous contrôle militaire, est une installation de petite capacité. L'administration vient d'être obligée d'y mettre en fûts des déchets extrêmement radioactifs. Morris (Illinois), de General Electric, a été terminée en 1972. Elle n'a jamais fonctionné suite à une erreur de plan. Nuclear Fuel Services (Etat de New-York) a fonctionné pendant les années 60.

Pour mettre en route un surgénérateur, il est indispensable de pouvoir effectuer ce recyclage. Les compagnies d'électricité ont donc demandé la levée de cette interdiction. Mais les hearings dureront au moins deux ans. Le surgénérateur U.S. n'est vraiment pas pour demain...

l'arme de la justice

L'opposition au nucléaire prend aux USA une forme assez différente de celle qu'elle a en Europe. Lorsqu'une centrale est programmée, les groupes écologiques et les associations locales tentent une action en justice. Contrairement aux informations erronées qui ont circulé en France, jamais une telle action n'a abouti à un renoncement de la part des constructeurs. Ces actions ont néanmoins un résultat : la procédure préalable à la construction d'une centrale dure cinq ans. Du premier

projet à la mise en route s'écoulent 10 ou 11 années.

Depuis 1954, une loi, l'Atomic Energy Act, définit la modalité d'implantation des centrales nucléaires. Cela se passe en deux étapes : 1) obtention du permis de construire ; 2) autorisation de fonctionnement. Les permis sont accordés si les normes de sécurité définies par la N.R.C. sont respectées. Les seules considérations retenues correspondent à la santé publique et à la sécurité. En plus de cette loi de 1954, les centrales nucléaires doivent satisfaire au General Environment Policy Act, qui correspond un peu à la loi française de 1917 sur les établissements classés, et à une loi de protection de la nature.

Les compagnies d'électricité doivent obtenir ces autorisations de la part de la N.R.C. Celle-ci étudie les plans de la centrale et corrige le projet pour améliorer la sécurité. Une négociation regroupe le constructeur (Westinghouse ou General Electric), la compagnie d'électricité et la N.R.C. A la fin de cette étape, la N.R.C. édite une brochure consignant les diverses tractations et l'accord final. La N.R.C. doit mettre à la disposition de la population dans une bibliothèque proche du site toute la correspondance échangée et cette brochure. Il ne faut pas moins d'un an pour que ces tractations aboutissent. Cela acquis, on passe au deuxième stade : les hearings au niveau fédéral. Il s'agit d'une procédure d'auditions publiques. Elles sont contradictoires. Tous ceux qui sont concernés par le projet peuvent intervenir après présentation d'une pétition rassemblant des signatures de gens du coin. Chacun présente ses questions. La firme répond. Les antinucléaires contestent. Trois juges forment le Licensing Board, qui doit statuer : un fonctionnaire et deux scientifiques. Comme la N.R.C. les choisit et les paye, la composition du Licensing Board est toujours favorable aux compagnies.

Lorsque la décision est prise, un appel est encore possible. Auquel cas le dossier arrive devant la justice. Le tribunal n'a compétence que sur la légalité de la procédure. Il est déjà arrivé qu'une décision du Licensing Board soit cassée pour vice de forme. Les hearings durent au moins un an. La décision n'est prise qu'un an plus tard. Dans beaucoup d'Etats, sont exigés d'autres hearings similaires.

Le secret militaire ne couvre pas tout ce qui touche au nucléaire. L'ERDA et la NRC envoient aux antinucléaires les plans des centrales. Tout récemment, dans l'Etat de New-York, une somme de 25 000 dollars a été accordée aux élus locaux afin de leur permettre une information complète sur l'atome. Si des expropriations sont nécessaires,

elles ont lieu après les hearings. En cas de refus des fermiers de quitter leurs terres, les compagnies les poursuivent en justice. Les compagnies d'électricité étant indépendantes de l'Etat, il ne leur est pas possible de pratiquer comme EDF la politique du fait accompli.

Lorsque les travaux sont terminés, de nouveaux hearings ont lieu pour délivrer l'autorisation de fonctionnement. Si les antinucléaires participent activement lors des premiers hearings, ils considèrent celles-ci comme venant trop tard. Une fois la construction terminée, il est impensable d'obtenir l'arrêt de la centrale pour des raisons financières évidentes.

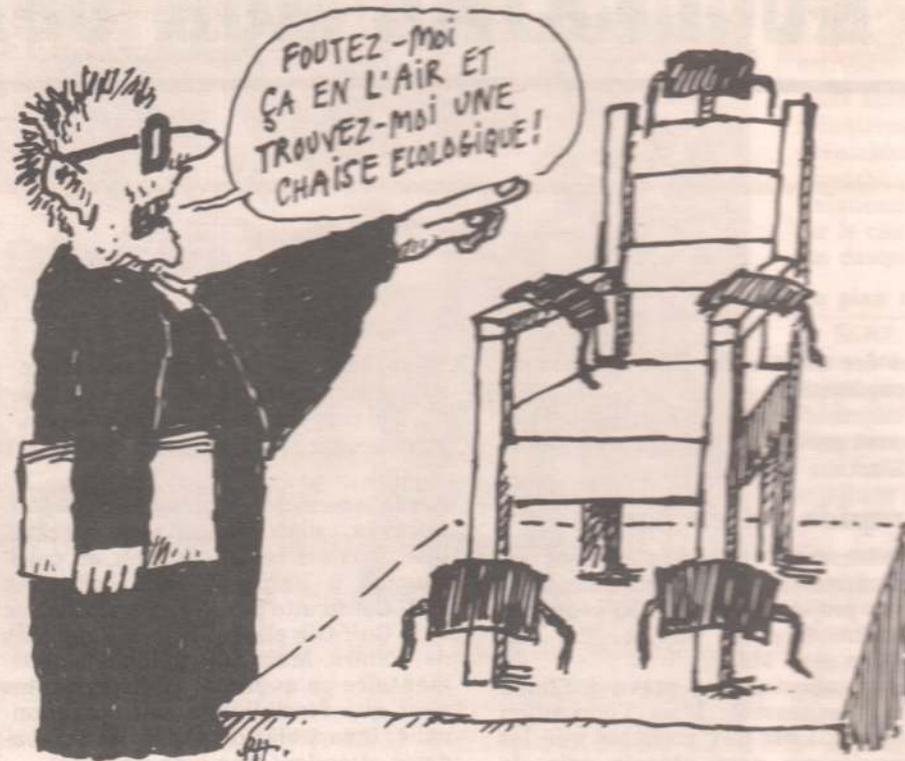
Al Butzel, avocat new-yorkais des Amis de la Terre, considère que les moyens juridiques ne peuvent plus suffire pour régler les conflits. Le déblocage ne peut être que politique. Les hearings ont pourtant une utilité certaine. La presse les relate abondamment. Un travail de sensibilisation s'effectue. Si l'indépendance du Licensing Board est loin d'être réelle, la procédure est tout de même assez démocratique.

L'action directe contre le nucléaire est très récente. La première occupation de site a eu lieu à Seabrook (New Hampshire) cet été. Elle s'est soldée par une centaine d'arrestations. A Montague dans le Massachusetts, Sam Lovejoy a détruit la tour météo de la centrale. Lors du procès il a réussi à convaincre les jurés du préjudice que la présence de la centrale près de chez lui représentait. Il a été acquitté.

Dans l'ensemble, les manifestations ont peu de succès. Celle à laquelle j'ai assisté à Seabrook en octobre n'a rassemblé guère plus de deux mille personnes dans une région pourtant sensibilisée par l'excellent travail du groupe Clamshell Alliance.

Le mouvement antinucléaire ne cherche pas déplacer les foules. Son objectif est double : faire pression sur les élus et le gouvernement ; informer le public.

Grâce à des pétitions, des référendums sur le nucléaire ont pu être proposés dans sept Etats : Californie, Oregon, Washington, Colorado, Ohio, Arizona, Montana. Dans l'Oregon, 42 % des voix étaient favorables à l'interdiction de construire des centrales nucléaires.



Dans les autres Etats, les propositions anti-nucléaires ont été rejetées à deux contre un. De tels scores sont quand même des succès si l'on songe aux moyens de propagande déployés par les compagnies : un million de dollars par Etat. Un élément original du mouvement antinucléaire américain est la participation des scientifiques. Ils se sont organisés en associations (Union of Concerned Scientists et Scientific Institute For Public Informa-

tion des électeurs sur les dangers du nucléaire : prolifération des armements atomiques, problème des déchets, le surgénérateur. Maintenant qu'il est élu, il va probablement ralentir le programme américain, arrêter le surgénérateur, contrôler les exportations de matériaux radioactifs, stopper la vente des usines de retraitement des déchets et d'enrichissement du combustible. Les personnes qui entourent et conseillent le président en matière

- Le réacteur d'Indian Point a connu récemment un nouvel essai : un tremblement de terre. La centrale est située sur une faille active, la Ramapo Fault, à 60 km de New York. La secousse du 22 septembre était de force 3. L'enceinte de la centrale est étudiée pour résister à une secousse de force de 7. Les services fédéraux considèrent comme « possible » une secousse de cette ampleur.
- La Virginia Electric and Power Company vient d'être condamnée à payer une amende de 32500 dollars par la N.R.C. Cette société avait

« omis » de signaler dans le rapport soumis à la N.R.C. l'existence d'une faille sous la centrale. L'espoir fait vivre. Les quatre tranches démarrent dans un an.

● Récemment à la centrale de Three Miles Island (Pennsylvannia), il y a eu un petit feu. Rien de grave. Mais l'intervention des pompiers était quand même nécessaire. Lorsqu'ils se présentèrent à l'entrée, les gardes privés leur refusèrent l'autorisation de passer, craignant avoir affaire à des « éléments subversifs déguisés ».

tion). Le morcellement de l'industrie américaine évite les pressions du type de celles que EDF peut exercer sur les ingénieurs français.

Par contre, les syndicats dans leur totalité sont de vigoureux supporters du nucléaire. Cela tient à la structure syndicale U.S. : les syndicats sont organisés par branche d'industrie. Dès lors, ils n'ont de cesse que d'obtenir la plus grande part possible pour la branche qu'ils représentent.

Carter est arrivé

L'élection de Carter est bien sûr un élément nouveau. Jusqu'ici, le parti démocrate comme le parti républicain n'étaient farouchement pro-nucléaires.

Carter, à plusieurs reprises pendant la campagne électorale, a attiré l'attention nucléaire veulent un ralentissement rapide du programme. Carter a été ingénieur nucléaire et commandant de sous-marin atomique. S'il s'engage dans la voie de la « dénucléarisation », c'est avec des arguments solides.

La lutte contre le nucléaire aux USA n'a pas cette violence qu'elle a en France ou en Allemagne. La souplesse du système politique apparaît suffisante pour permettre un changement de politique en douceur. Les antinucléaires, dans leur immense majorité, croient au système et à sa capacité de résoudre leurs problèmes.

Pierre Radanne

LE CHARBON MOINS CHER QUE L'ATOME

«Les centrales nucléaires seraient dans l'avenir nettement moins coûteuses que les centrales au charbon.» Telle est la conclusion d'un certain Charles Komanoff, du Conseil américain des priorités économiques (organisme de recherche à but non lucratif), au terme d'un travail de deux ans. Son étude a porté sur les données d'exploitation de 250 centrales au charbon entre 1960 et 1972, et celle des 38 tranches nucléaires installées entre 1968 et 1974.

Selon ce rapport, l'avantage des centrales au charbon réside dans le fait que les équipements nucléaires doivent être arrêtés plus souvent à des fins d'entretien et de rechargement. Il vaudrait donc mieux pour les Etats-Unis se lancer dans un important programme d'équipement brûlant du charbon.

Toutefois, Charles Komanoff concède que si l'efficacité du nucléaire est surestimée par les électriciens, il en va de même pour les centrales au charbon. La solution idéale serait donc le recours à l'énergie solaire.

Rappelons que le nucléaire américain ne participe encore que pour 8% dans la production électrique du pays.

E.P.

LA BATAILLE DE WINDSCALE

Le ministre britannique de l'environnement Peter Shore a demandé un délai de réflexion avant de se prononcer sur l'enquête d'utilité publique concernant le projet d'extension de la capacité de retraitement de l'usine de Windscale (voir G.O. N° 133).

Ce projet prévoit notamment la mise en place de la THORP (thermal oxide processing plant), équivalent de l'atelier HAO de La Hague et la construction d'une unité de vitrification des déchets nucléaires.

Les Amis de la Terre britanniques ont annoncé leur intention de s'adresser aux tribunaux pour obtenir l'annulation d'une possible autorisation délivrée par le ministère de l'environnement. Les groupes écologistes locaux ont collecté 20 000 signatures exigeant une enquête d'utilité publique.

Quant aux syndicats de Windscale, ils en alignent dix huit mille au bas d'une pétition en faveur de l'extension et de la mise en service de l'usine. Pétition appuyée bien évidemment par le patronat, en l'occurrence la British Nuclear Fuels Limited. Celle-ci souligne qu'il y a eu consultation et information de l'opinion depuis un an, que les problèmes de sûreté et d'environnement ont été soigneusement pris en compte, et que le refus du feu vert priverait la Grande-Bretagne de cinq millions de livres sterling de contrats. Si enquête d'utilité publique il devait y avoir, le délai nécessaire (deux ans peut-être) serait, selon elle, catastrophique. Il faudrait alors arrêter les centrales Magnox, c'est-à-dire la quasi-totalité de l'électro-nucléaire britannique, puisqu'on approche de la saturation des piscines de stockage des déchets.

Une fuite d'eau radioactive à Windscale vient d'être révélée par Anthony Benn, le secrétaire d'Etat à l'énergie. Il a promis aux députés britanniques un rapport complet.

Les paris sont ouverts sur la décision que va prendre Peter Shore.

E.P.

CE FAMEUX ENNEMI INTERIEUR

« ... Tout ce qui peut s'opposer à la réalisation des forces nucléaires entre dans l'estimation de la menace » (Général Beauvallet)

L'autre jour, j'ai été à la télé. J'avais longtemps hésité avant d'accepter l'invitation qui m'était faite, craignant quelque peu de me faire baiser. On m'accordait royalement une minute et demie d'antenne à l'occasion d'un débat sur l'armée et, de plus, je devais me limiter à un témoignage. Pas très enthousiasmant, tout ça. Finalement, ce qui m'a décidé à aller voir, c'est un communiqué des associations de parachutistes qui menaçaient de manifester pour protester contre la présence d'un insoumis sur la seconde chaîne... chaîne gauchiste comme chacun sait.

A 17 heures, me voilà donc sur le plateau en compagnie d'une ancienne P.F.A.T. ayant quitté l'armée au bout d'un an - « écoeurée par la mentalité des militaires » - ainsi que d'un lycéen de terminale venu dire pourquoi il allait refuser de partir pour l'armée. L'ordre du jour : « Le service militaire : pour ou contre ».

Moi j'étais plutôt du genre « contre » (surtout sous sa forme actuelle !). Mais en face il y avait, entre autres, le président de l'Association des jeunes officiers de réserve, qui semblait « pour ». J'ai donc essayé de lui expliquer ce qui arrive lorsque l'on se déclare contre : vraiment contre.

Mais ça n'a pas duré longtemps... on m'a vite coupé le parole ! Enfin, en 90 secondes, j'ai quand même pu placer deux ou trois fois les mots insoumission et objection : c'est toujours ça de pris.

Bien entendu, on est passé à côté du vrai débat, ce qui nous a pas empêché d'attendre le « verdict » des téléspectateurs qui avaient vingt minutes pour se prononcer pour ou contre le service. Hors du champ des caméras c'était épique. Monsieur le Président - fort du soutien de la majorité silencieuse - me collait du « marginal » à pleines cuillères en me mettant sous le nez les statistiques de je ne sais plus quel ministère affirmant que l'immense majorité des jeunes lui était favorable. Moi, bonne pomme, j'étais prêt à le croire, convaincu que la lutte contre la militarisation n'en est qu'à ses débuts et que l'on ne change pas les mentalités du jour au lendemain. Sur les entrefaites les résultats du scrutin tombent. « Pour » le service : 588 ; « contre » : 580. Panique en face. Surprise amusée dans notre camp ! Comme le disait le « Monde » le lendemain : « On ne s'attendait pas à si peu. On ne s'attendait pas à tant » !

Fort heureusement les « pour » ne perdirent pas complètement leur sang froid et ils nous gratifièrent d'une tirade sur mesure dont voici l'essentiel : « Sou-

haitons que nous ne soyons pas obligés de dire un jour : Ne pleurez pas comme des femmes sur ce que vous n'avez pas été capables de défendre comme des hommes ». Abstraction faite de l'aspect rien phallo d'une telle affirmation, ce genre de réaction à chaud appelle quelques commentaires.

Douaumont cet été, vous vous souvenez ? Une poignée de paras derrière un barrage de gardes mobiles. Certains participants à la marche ont reproché aux organisateurs de n'avoir pas été plus fermes dans les négociations. A la lecture de cet extrait du numéro de novembre de « Debout les paras », on serait tenté de leur donner raison.

qu'ils en ont fait...
ser l'immense Armée Soviétique.
Dans l'après-midi, la colonne des « Manifestants » arrive, malodorante, chienlit - d'Anar - de Hippies, de filles crasseuses (majorité d'étrangers), suivie - O surprise ! - d'innombrables voitures personnelles (?).
Devant le barrage, tous se couchent.
Après trois heures de « palabres » avec un officier de Gendarmerie, ils se déclarent prêts à renoncer si les « Bérets Rouges » s'en vont les premiers.
Il n'en est pas question.
Alors le troupeau finit par se lever et s'en aller lamentablement.
Toute l'affaire se révèle sous son vrai jour : une bande de poures types manipulés par quelques gauchistes.
Leçon à retenir : nous avons AGI pacifiquement et légalement.
Nous avons GÂCHÉ.
Si nous n'avions rien fait, on n'aurait tenu de la large publicité faite par la Presse aux Manifestants, ceux-ci auraient marqué un nouveau point dans l'évolution de l'opinion publique. Grâce à notre action, ce fut le contraire. Le journal communiste « Libération » en a pris acte.

Vous autres militaires prétendez nous « défendre ». Et certains, j'en suis convaincu, sont honnêtes dans leur démarche. Le problème est que le fait atomique a radicalement changé la notion de défense. L'armée ne veille plus seulement aux frontières, elle surveille également le pays... et de près !

Pourquoi ? Entre autres choses parce que pour être pris au sérieux par « l'ennemi », il faut que celui-ci soit bien persuadé qu'en cas d'agression la nation est prête (comme un seul homme !) à défendre le sol sacré. Pour qu'« ils » croient que, s'il le faut, on ira jusqu'à l'holocauste nucléaire ; pour qu'« ils » se persuadent de tout ça et d'autres choses encore... Ben, il faut être plutôt du genre convaincant.

Il y a quand même une faille dans la théorie de la dissuasion. Cette faille, c'est nous tous. Nous, c'est-à-dire les pékins qui serions les premiers à prendre la purée atomique sur le coin de la tronche en cas de conflit. Imagine en effet qu'au moment où ça commence à vraiment chauffer, au moment où l'hypothèse d'un règlement de compte général devient tout à coup possible, au moment où notre grand timonier à nous se met à penser qu'il va peut-être falloir se décider à appuyer sur ce foutu



tout le pays d'aller jusqu'au bout ! Pas de ça Lisette, l'armée est là pour défendre la France et accessoirement les Français, mais il y a quand même des priorités !

Alors ? Alors faut faire comme au Moyen-âge quand une ville était assiégée : tenir la population afin que le premier guignol venu n'aille pas ouvrir une porte dérobée pour se venger du seigneur qui avait un peu trop abusé de son droit de cuissage.

Dans ces conditions, l'ennemi n'est plus seulement à l'extérieur des fortifications, il est aussi... comment tu dis ? A l'intérieur ? Voilà : c'est ça ; à l'intérieur. Tiens, j'aurais jamais pensé qu'on pouvait aussi en arriver là par ce biais.

Quand Beauvallet, général de son état, a déclaré qu'il fallait envisager la « menace » dans un sens global, pas seulement militaire mais diplomatique, économique, scientifique, intérieur, culturel même, je croyais qu'il était beurré moi. Mais à la réflexion je me souviens qu'il avait ajouté que tout ce qui peut s'opposer à la réalisation des forces nucléaires entre dans l'estimation de la menace. Or qui peut s'opposer à une telle réalisation ? A part la population française, première concernée, je vois pas tellement.

Ouh là là ; mais alors le nucléaire, qu'il soit militaire ou civil ; c'est toujours pareil : ça débouche sur une société ultra fliquée.

Ben oui, il y a un peu de ça.

Tu sais on s'en doutait ; c'était pas la peine de nous casser les noix avec les histoires à la mords-moi le neutron pour en arriver à une conclusion aussi évidente.

Jean-Louis Soulié

Insolite
Rendez-vous manqué à Douaumont :
Les non-violents ont posé un « lapin » aux anciens paras
VERDICT - En toile de fond des cérémonies marquant le 11 novembre dans le nord-mossien s'est jouée à Douaumont une scène en forme de rendez-vous manqué. Pendant plusieurs heures un important contingent de groupes mobiles et un commando d'anciens parachutistes ont été en vain le « pied de grue » d'un défilé de l'ossuaire en attendant les non-violents.
Une action de ce genre pour le pays avait en effet lieu sur les murs verbeux des derniers jours pendant cette mystérieuse formule : « 11 novembre, 11 heures, Douaumont ».
Le résultat : à l'heure convenue, un drapeau sans aucune cérémonie qualifiant le pu résultat d'après la cérémonie tant qu'on n'est pas prêt à aller de l'avant à la garde des gardes mobiles, plusieurs centaines de jeunes et une 250ème. A gauche de l'ossuaire, une troupe d'anciens paras en bérets et culottes de hivers rouges au vent boum-boum, mais en attendant qu'ils soient « bouillies de nos valeurs ».
Même pour eux, leur appel resta inactif puisque de non-violents n'y en eut point. Ce fut si, une pause, regardé dans deux regards qui se perdirent de l'autre côté des murs de l'ossuaire sans s'engager plus.
Au milieu pour ce jour - tous les jours - nous en attendons leur participation. Tous les jours, par nous attendons les participants qui nous attendent au combat.

Saviez-vous que le 11 novembre dernier une « grande marche internationale pour la démilitarisation » s'est de nouveau présentée devant l'ossuaire ? Voici le compte rendu qu'en faisait « La Haute Marne Libérée ». N'est-ce pas la meilleure réponse que nous pouvions apporter à ces malades mentaux ?

bouton... Imagine qu'à ce moment précis la population mette les pouces et veuille faire ami-ami quoiqu'il en coûte, plutôt que de devoir jouer les compteurs geiger à plus ou moins brève échéance.

Dis donc c'est pour le coup qu'elle ne serait plus très crédible la volonté de

Grâce aux médicaments psychotropes, les « malades », l'ordre dominant. Mais la révolte gronde contre ces

LES CAMISOLES CHIMIQUES

A quoi servent les médicaments en psychiatrie adulte ? C'est à cette question que s'efforce de répondre G. Roland-Manuel, interne en psychiatrie, dans un des deux textes constituant le dossier « L'asile ou la vie », paru dans « Le Dernier Salon » du mois de novembre. La revue n'était pas encore sortie que déjà les laboratoires propriétaires de marques de médicaments désignés dans l'article réagissaient par l'envoi de lettres

recommandées. Comment avaient-ils été prévenus ? Mystère !

Cet article, qui n'était pas destiné, à l'origine, à la publication, est suivi par le texte de deux autres internes, de l'asile de Vauclaire en Dordogne. Tout en nous expliquant pourquoi et comment il y avait eu une grève des soignants en 1974, ils nous font vivre, dans l'univers des soignés, des psychiatisés, la ségrégation de l'asile.

On a parlé de torture à propos du traitement subi par Plioutch, mais il faut savoir qu'en France, les cures de Sakel ou comas insuliniques, bien qu'interdites, sont encore pratiquées quotidiennement. On soigne encore beaucoup trop aux électrochocs bien qu'on sache tous les risques d'accidents cardio-vasculaires qu'ils entraînent. On connaît les contre-indications de la chimiothérapie, des médicaments. Mais faute de temps, faute de moyens, faute de personnel et comme il faut faire régner l'ordre dans l'asile ou à l'extérieur, on ne les respecte pas, on minimise les risques éventuels.

un malade présentable

Les médicaments les plus utilisés sont d'abord les neuroleptiques. C'est-à-dire tous ceux qui font dormir et tous ceux qui causent délire et hallucinations. On leur demande avant tout de rendre le malade présentable en supprimant les symptômes présentés. Calmer d'abord pour obtenir l'indifférence psychomotrice. Le malade qui ne s'exprime plus ne dérange plus. La fonction première de l'asile est bien de recueillir tous ceux qui fichent le désordre dans la société. Le neuroleptique, lui, rétablira l'ordre chez le malade pendant quelques heures, jusqu'à son réveil.

Cet effet secondaire majeur et attendu du médicament s'accompagne de nombreux effets secondaires qui peuvent être dangereux, voire même mortels : tremblements, bavements, obésité, bafouillement, troubles digestifs, de la circulation, sexuels...

Bien sûr, il y a des contre-indications formelles : maladies cardio-vasculaires, sclérose en plaques, cancers, etc. Mais l'hôpital psychiatrique n'a pas le temps d'en tenir compte. Dès qu'un agité arrive, l'interne l'endort vite fait. On l'examinera plus tard.

Les antidépresseurs. On les utilise pour lutter contre la déprime, occasionnelle ou chronique. Les médecins généralis-

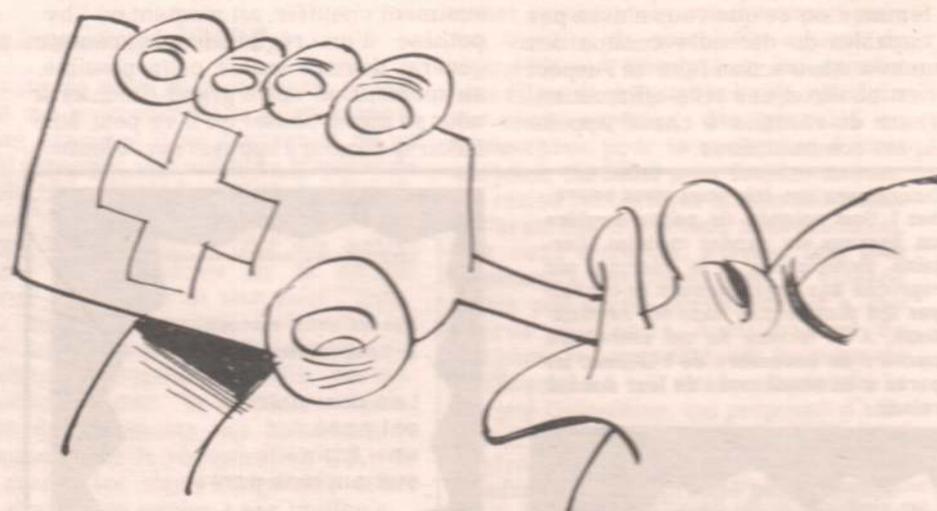


ILLUSTRATION DU DÉBUT : CHIMIQUES + CURES + CARDIO-VASCULAIRES ETC...

tes les prescrivent à tour de bras pour empêcher les gens de se suicider. Ce qui n'a nullement empêché un certain nombre d'entre eux de mourir de façon brutale vu que ces médicaments sont incompatibles avec un tas d'autres et même avec certains fromages.

Non seulement ils ne redonnent guère

le moral et le goût de la vie, mais bien souvent le simple fait d'avoir ce médicament à disposition peut conduire le malade à tout avaler... Suicide rapide en trois quarts d'heure.

Là aussi, le moindre trouble cardiaque est une contre-indication formelle. Mais, selon l'auteur, les psychiatres

Une nouvelle affaire Pradal ?

« L'affaire Pradal » a démarré durant l'hiver 1974 avec la parution aux éditions du Seuil du livre du Dr Henri Pradal, le « Guide des médicaments les plus courants ». Pour la première fois, dans un livre destiné au grand public, les cent médicaments les plus utilisés en France étaient décrits avec leur mode de prescription, leurs bienfaits et leurs inconvénients. C'était une bonne chose, un premier pas. (C'était aussi prendre le lecteur pour un consommateur destiné de toutes façons à utiliser des médicaments, alors autant qu'il fasse son « meilleur choix qualité-prix » d'égal à égal avec son médecin. Là, bernique. C'est pas parce qu'on peut lire tous les

composants sur la boîte du truc qu'on achète, optalidon ou yaourt à la fraise, que ça va nous retenir d'acheter l'un et l'autre s'il n'y a pas autre chose pour les remplacer).

Tel que, ce premier pas était trop audacieux pour les laboratoires dont les produits étaient nommément cités. Ils profitèrent de ce que la publicité est interdite pour les médicaments remboursés par la Sécurité Sociale, sauf dans les publications à caractère professionnel, pour attaquer le Dr Pradal en justice. L'arrêt de la cour de Paris, 4ème chambre, du 20 décembre 1974, leur donna tort. Cet arrêt fait désormais jurisprudence. Le docteur Pradal put sortir un deuxième livre, « Les grands médicaments », sans problèmes.

D.

savent rarement lire un électrocardiogramme.

Les tranquillisants. Ils servent à chasser l'anxiété et y parviennent parfois. Très répandus dans le public, ils ont une bonne tolérance, mais on risque en général de rater son suicide.

Les somnifères, pour dormir bien sûr. Il y a les barbituriques et les autres. Avec les premiers, à vingt fois la dose admise, vous pouvez prendre votre billet aller pour le pays du bonheur tranquille.

Tranquillisants et somnifères, considérés comme drogues mineures, sont consommés de façon massive et routinière en milieu hospitalier.

Les antiépileptiques, les traitements au lithium viennent compléter l'arsenal asilaire en médicaments psychotropes (susceptibles de modifier le comportement).

Tous ces médicaments réduisent l'activité et leur effet est très sensible à l'alcool. Barbiturique plus alcool, ça ne pardonne pas.

le meilleur rapport qualité-prix

En face d'une nouveauté pharmaceutique, le docteur n'a que son « Vidal » pour l'éclairer. Dictionnaire donnant toutes les indications et contre-indications des médicaments, celui-ci est entièrement rédigé par les laboratoires eux-mêmes. Il n'existe aucun ouvrage regroupant les avis de plusieurs praticiens sur ces médicaments. Ce sont les laboratoires, une fois de plus, qui viennent à l'asile proposer un nouveau produit à expérimenter sur des malades qui n'en sauront rien. Petits cadeaux, pressions plus ou moins discrètes, odeur d'argent... Ces expérimentations humaines avec des médicaments dont on connaît très peu les effets sont extrêmement dangereuses. Qui proteste contre de telles expériences, contre les surdosages pour voir jusqu'où on peut aller ? Qui se plaint de la « casse » ?

L'équipe soignante joue un rôle très important dans la relation avec le malade. C'est pourquoi lorsque le médecin prescrit un médicament, son geste, incontrôlable, incontestable, est ressenti comme une violence par l'infirmier et par le malade. Il s'agit d'informer les malades, les infirmiers et les médecins sur ce qu'ils manipulent ou ingurgitent si aisément. Le médicament est encore un mal nécessaire au malade, oui, mais bien plus encore aux trusts pharmaceutiques. Il n'est pas question dans l'état actuel des choses, de supprimer les médicaments. Mais il faut obtenir leur utilisation dans des conditions de sécurité élémentaire.

les fous, les asociaux, les inadaptés, les marginaux sont rendus inoffensifs pour nouvelles camisoles.



"Le Dernier Salon"

« On n'a pas fini de causer du dernier salon... », disait Dominique Simonnet présentant le premier numéro de cette nouvelle revue (voir G.O. n° 134, p. 12). Une fort opportune menace de la part des laboratoires pharmaceutiques concernés par le principal article du journal lui sert de tremplin publicitaire. Conférence de presse, présentations. Ce journal bimensuel, tiré à 15 000 exemplaires, est basé sur des dossiers qui fourniront un tiers du journal et des rubriques littéraires, artistiques et gastronomiques.

Ces rubriques sont tournées vers « les manifestations de la vie » alors que les dossiers parlent de « tout ce

qui atteint les gens dans leur intégrité », c'est-à-dire de tout ce qui amène la mort, dans le domaine de la psychiatrie, de la religion, du cancer...

Le journal donnera la parole à tous ceux qui ont de la difficulté à l'avoir, soit qu'ils n'ont pas les moyens matériels de parler, soit que leur voix est étouffée, comme c'est souvent le cas pour les groupements de réflexions diverses qui existent et serviront d'informateurs.

Plutôt sympa, tout ça. Ça sonne bien, mais dommage que ça ne corresponde pas entièrement à ce que j'ai sous les yeux. Ce qui me gêne, c'est le support et le contexte de ce dossier sur la psychiatrie.

Je passe sur les belles pages graphiques, sur la gastronomie lyonnaise et sur la nouvelle, qui pour être traduite du turc, n'en est pas moins l'histoire complaisamment étalée d'un viol. Mais pourquoi une page entière de recettes de cocktails, après tout ce qui vient d'être écrit sur les alcools et les médicaments ? Et ces somptueuses pages de papier glacé, en couleurs, offrant des bouquins d'art et d'ésotérisme de 500 à 3 000 F, pour une édition originale de Guido Crépax préfacée par Roland Barthes et Alain Robbe-Grillet ! Les abonnés auront droit à 15 % de réduction. C'est le « service exclusif » offert par le journal, une bibliothèque de luxe. Comme tout cela fera bien dans le salon de... Mais de qui donc au fait ? Des intéressés par les luttes en milieu asilaire ?

En avril dernier, l'AERLIP (Association pour l'extension et la radicalisation des luttes dans et contre les institutions psychiatriques) fut contactée et accepta de fournir des textes devant alimenter un dossier sur la psychiatrie. Bien contente de voir le travail de ses membres paraître enfin ailleurs que dans un cercle d'habités.

Six mois plus tard, elle s'aperçut que ses deux textes allaient sortir intégralement, soit, mais qu'ils constituaient le dossier à eux seuls. Tout le reste, ma foi... L'AERLIP se contente de cautionner ses propres textes et c'est tout.

Il faut reconnaître que c'est « Le Dernier Salon » qui endosse la responsabilité d'un article qui lui vaudra peut-être d'être poursuivi en justice. On attend donc le prochain numéro pour y voir un peu plus clair.

abus de pouvoir

Pour pouvoir bénéficier de tarifs postaux préférentiels et autres avantages fiscaux comme la réduction de la TVA, un journal doit posséder un numéro d'inscription à la Commission paritaire des Publications et Agences de Presse. La commission se réunit une fois par mois et délivre les numéros au vu du dossier fourni par l'intéressé.

La direction du « Dernier Salon » a fourni un dossier complet avec les articles devant paraître dans le prochain numéro, en temps utile et au secrétariat ad

hoc. « Au lendemain de la réunion de la commission, la secrétaire répond par téléphone que le dossier n'étant pas complet (il manquerait des informations du Ministère de la Santé) elle ne l'a même pas présenté à la commission, et ce, de son propre chef. Elle met en garde le directeur du journal s'il maintient la publication de l'article sur les médicaments : « Vous risquez des poursuites du ministère de la Santé, des laboratoires... »

Le journal est sorti le 23 novembre à Paris. Il devra attendre la prochaine réunion pour avoir son numéro. Dans un mois. Curieusement, dès le 3 novembre, les laboratoires dont les produits ont été cités envoient chacun une lettre recommandée avec accusé de réception au journal.

Toutes sur le même ton : « nous protestons contre l'utilisation abusive de nos produits et de leurs marques... Conséquences graves... Ministère de la Santé... »

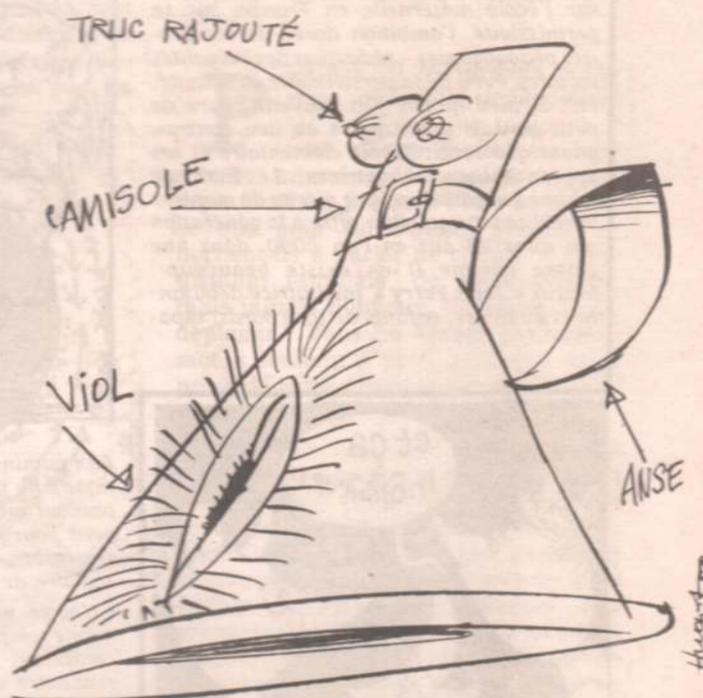


ILLUSTRATION 17^{ème} LIGNE PLUS LE BAZAR PSYCHIATRIQUE, ETC.

Le directeur de la publication réplique en demandant comment les laboratoires ont donc été mis au courant de la parution - future - de l'article sur les médicaments en psychiatrie ? Jusqu'à présent, pas de réponse. Officiellement, aucune plainte n'a encore été déposée. Cette collusion entre un organisme officiel et des personnes privées, c'est-à-dire les laboratoires, est une nouvelle atteinte à la liberté de la presse. Intimidation, abus de pouvoir et excès de zèle de la part d'un service public. Rien moins.

Danielle

QU'EST-CE QUE L'AERLIP ?

« L'AERLIP est l'association pour l'extension et la radicalisation des luttes dans et contre les institutions psychiatriques (secrétariat : 123, route de Melun, 91100 Saintry). Elle réunit des travailleurs de la santé mentale en lutte contre le pouvoir normalisateur que le pouvoir bourgeois leur commande. Notre mouvement est né en 1973, à l'occasion d'une réflexion de masse sur le rôle de l'infirmier psychiatrique. Il s'agissait alors de regrouper sur ce thème les textes et les prises de positions de groupes disséminés dans toutes les régions dans un rapport à présenter à un congrès de psychiatres. (Auxerre, septembre 1974).

Le jour de la présentation, 400 infir-

miers ridiculisèrent le Congrès et la majorité des psychiatres qui le composaient. Ceux-ci refusèrent la discussion (mauvais traitement d'hospitalisés), prétextant qu'elles étaient diffamatoires, et sur les analyses parce qu'elles n'étaient pas jugées suffisamment scientifiques à leurs yeux. Le Congrès censura intégralement le rapport présenté alors. Nous avons été amenés de ce fait à l'éditer à nos propres frais.

Depuis cette date, l'AERLIP a affirmé ses positions ; telles qu'on peut les retrouver dans les neuf numéros parus d'une revue et actuellement dans un mensuel (B.P. 102, 93 - Bagnolet, abonnement 30 F.).

L'AERLIP prétend lutter à la fois pour

les conditions de travail des soignants (en défendant les plus vulnérables d'entre eux, tels les élèves infirmiers) et contre le rôle d'opresseur que la société capitaliste veut leur faire jouer vis-à-vis des soignés.

C'est dans cet objectif que rentre le combat pour la Charte des Internés, défendue par tous les groupes qui luttent en psychiatrie. Elle exige que les libertés démocratiques garanties par notre constitution à tout citoyen soient restituées aux utilisateurs et victimes de l'appareil psychiatrique. Notre commission de presse a accepté de faire paraître dans cette revue « le Dernier salon » deux textes écrits par des internes en psychiatrie qui militent avec

nous (il y en a peu).

Le premier, sur les médicaments, donne des informations techniques précieuses, sur les risques (qualifiés de « réactions secondaires ») encourus du fait des médicaments psychotropiques.

Le deuxième illustre les difficultés qu'il y a à mener une lutte contre l'Asile et les risques entraînés. Ceux-là pourraient être qualifiés de « primaires » quand ils se traduisent par le licenciement et l'interdiction de travailler dans le département prononcée par le Préfet. Ceci nous rappelle que dans ce pays, la défense des libertés démocratiques est un combat nécessaire aussi bien pour les internes que pour les travailleurs salariés, en particulier ceux de la santé mentale ».

BOUQUINS

UNE ECOLE MATERNELLE

de Liliane Lurçat, collection Témoin, Stock 2, 32 F.

Beaucoup de livres existent sur l'école, un peu moins sur l'école maternelle, pas beaucoup sur la réalité vécue par les enfants, surtout ceux qui ne savent pas encore lire et écrire et tout juste parler, les enfants de 2 à 3 ans. La réforme Haby prévoyant de scolariser tous les enfants de trois ans dont les parents en feront la demande dans les trois années qui viennent, il est intéressant de savoir ce qui attend.

Il existe par ailleurs un tas d'idées reçues sur l'école maternelle en France, sur sa permissivité, l'ambition dorée de ses projets pédagogiques - réduction des inégalités sociales, éveil de la personnalité, créativité, etc. Si bien qu'elle fait souvent figure de petit paradis par rapport au lieu contraignant que serait l'école élémentaire et ses apprentissages obligatoires. Le livre de Liliane Lurçat a l'insigne mérite de montrer la réalité telle qu'elle s'offre à la génération qui aura 25 ans en l'an 2000, dans une classe comme il en existe beaucoup : locaux « Jules Ferry », institutrice débutante et anxieuse, enfants de tous bords, espa-

ce sur-occupé. Ce qui apparaît à la lecture de ce livre, c'est avant tout la dureté des rapports qui sont décrits : rapports « durs » des enfants entre eux, rapports « durs » des enfants et de la maîtresse. Comme le reste de l'école, l'école maternelle reproduit la difficulté des rapports sociaux, leur arbitraire, leur aspect à la fois hiérarchique et nivelant.

A nos gamins de trois ans de découvrir toutes les joies de notre société capitaliste libérale avancée : la valorisation de l'objet produit, destiné à l'exposition qui prouve que l'on a « travaillé » ; le jeu des récompenses-punitions lié à l'acte conforme ou non conforme qui est demandé ; la valorisation ou dévalorisation des personnes, indissociable de leur travail.

Produire, travailler, « travailler bien », être « content de travailler » ou être puni, rejeté, exclu.



LES ENCYCLOPÉDIES DU SAVOIR MODERNE

L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT
de la démographie à l'écologie

Préface de René Dumont

Sous la direction de Pierre Samuel, Yves Gautier, Ignacy Sachs

La civilisation industrielle mène-t-elle l'humanité à la catastrophe? La faim, l'assèchement, le gaspillage des ressources, les pollutions, l'engorgement vont-ils être notre sort? Ou y a-t-il des perspectives moins sombres? C'est à ces questions que l'écologie commence à donner des éléments de réponse. L'écologie n'est pas un bilan des catastrophes réelles ou supposées, présentes ou à venir; c'est à la fois une science, une morale, un guide pour l'action politique et économique. En tant que sciences, elle étudie les relations entre les êtres vivants et leur habitat, le dialogue entre être et

L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

De la démographie à l'écologie. Ouvrage collectif réalisé sous la direction de Pierre Samuel, Yves Gautier et Ignacy Sachs. Les encyclopédies du savoir moderne, éditions Retz. 512 pages, 76 F.

Si vous êtes riche, offrez ce livre pour Noël à votre vieille tante.

Si vous êtes pauvre, suggérez habilement à votre grand-père de vous donner ce livre en étrennes.

« L'homme et son environnement » est une épaisse encyclopédie de l'écologie. Tous les grands thèmes de l'écologie y sont traités, de A comme agriculture et à V comme Vietnam, soit sous forme de courts articles style « dictionnaire », soit sous forme d'un dossier complet. Tout en se situant constamment dans une perspective politique et « militante », ce gros volume explique avec clarté et précision les notions principales de l'écologie scientifique.

Un des grands mérites de cette encyclopédie, c'est qu'elle s'adresse à la fois aux militants écologistes, qui y trouveront des faits et des analyses pour enrichir leur pratique, et aussi à un public plus large, non engagé, mais se posant des questions. L'aspect « sérieux » et respectable de l'ouvrage permet de faire passer en douceur nombre d'idées non reçues. Le lecteur attentif ne manquera pas de remarquer des contradictions entre tel et tel chapitre : un auteur par exemple est favorable à l'agriculture biologique, tandis que tel autre n'y croit pas. Une façon vivante de rappeler que l'écologie, c'est avant tout le respect de la diversité, le droit à la différence. Et surtout le droit à l'erreur.

I.V.

LES ECOLES SAUVAGES

Luc Bernard Collection Vivre. Stock 2, 29 F.

Ce livre se présente un peu comme un instantané photographique : on se demande toujours ce que vont faire ou dire les gens après la photo. C'est un « reportage en direct ». L'auteur a fait le tour des « écoles sauvages » ou « alternatives à l'école » de France et de Navarre : quelques jours du vécu au milieu des gamins, parents et autres intervenants. Chaque école est présentée avec assez de précision. Cependant, le livre refermé, on reste sur sa faim.

On aimerait savoir pourquoi certaines écoles disparaissent, pourquoi d'autres continuent, pourquoi, au Tournesol à Lyon, par exemple, trois ans après sa création, il n'y a plus aucun des parents qui avaient participé au départ, ni aucun membre de l'équipe pédagogique du début.

On aimerait savoir aussi ce qu'en pensent des enfants « après ». La plupart des écoles offrent, en effet, au maximum 2 ou 3 ans de « scolarité » en continu. Que deviennent ceux qui se retrouvent en circuit institutionnalisés ?

Bref, ce livre ouvre un tas de portes. Il conclut en disant : « à suivre ». Si Luc Bernard est trop paresseux pour écrire un deuxième bouquin, on pourrait peut être suivre dans « La Gueule Ouverte » ?

M.B.



même ses fromages pendant six mois. C'est à dire qu'il sale et retourne, tous les jours, ses fromages de 50 à 60 kg au lieu de les envoyer dans les caves d'affinage qui surchauffent et sortent du caoutchouc en deux mois.

Mais sa façon de faire, c'est du boulot. Beaucoup de boulot. Beaucoup plus de boulot que ce que les fromagers acceptent en général de faire. Et M. Monnet est fatigué. Il veut prendre sa retraite. Mais il ne trouve personne pour le remplacer. Il faudrait un gars, avec sa nénette de préférence, qui serait prêt à apprendre à travailler comme lui. Car M. Monnet ne partira que lorsqu'il aura trouvé et formé son remplaçant. Un remplaçant prêt à se lever à 5 h 30 tous les jours de l'année pour terminer vers 11 h et reprendre le soir de 7 h à 9 h. Prêt à travailler dans l'humidité et le froid. Prêt à faire manuellement des trucs qu'un tas d'autres fromagers font faire à des machines ou des assistants. Prêt à vivre au grand air du Jura dans un petit village d'une centaine d'habi-



Aux gamins aussi de voir comment se pratique une pédagogie « à la tête du client », plus ou moins consciente, où l'enseignant petit bourgeois aime et valorise ce qui lui ressemble. Comment s'étonner de l'échec scolaire de la plupart des « autres » ?

« L'école maternelle stimule et freine en même temps. Elle stimule en apportant des conditions nouvelles et irremplaçables de rencontre avec le groupe d'âge. Elle freine en introduisant une rupture avec l'expérience antérieure à l'école, en niant les différences, en rabotant les spécificités culturelles, en unifiant sur un modèle unique la masse des enfants qui lui sont confiés », conclut l'auteur.

Un triste bilan pour une école triste.

Réinventer l'école, réinventer la société, réinventer la vie... Ce livre est un ouvrage pour tous pédagogues, parents, amis ou ennemis de l'école.

M.B.



GRANDS ALBUMS POUR PETITS SOULIERS



MORT A L'HOMME

texte d'Alain Hervé, illustrations de Jacques Rozier et Monique Gaudriault, Editions Harlin Quist. 30 F.

« Vous me supprimez de la surface des mers, m'anéantissez dans votre mémoire. Vous voulez simplifier la terre. Je vous gêne. Au revoir les hommes. Bonne chance sur votre planète morte ».

« Mort à l'homme » n'est pas un livre d'enfants comme les autres. C'est d'abord un ouvrage splendide : chaque image est un véritable tableau aux délicates couleurs pastel. Mais les auteurs du livre n'ont pas mis leur talent aux services d'une vulgarisation infantile ou d'une fausse poésie moralisatrice comme dans trop de livres pour enfants. L'étrange beauté de l'ouvrage illustre des scènes brutales et sanguinaires, tels le dépeçage industriel d'une baleine ou un vaste panorama de tueries d'animaux. Car c'est là le propos du livre.

Le texte vigoureux d'Alain Hervé (notre confrère du « Sauvage ») est un réquisitoire poignant et accusateur contre les tueries que fait subir « l'animal-homme » aux autres êtres vivants de la planète, « toutes les bêtes asservies, captives, enfermées, abêties par l'homme. Les animaux et les hommes libres torturés et tués et humiliés, bastonnés et fusillés par des hommes en uniforme ». Un livre pour enfants qui, pour une fois, ne met pas un voile pudique et hypocrite sur certains agissements des hommes. Le massacre des baleines est une de ces réalités que les enfants doivent connaître avant qu'elles ne soient pas que de vagues souvenirs... dans les livres pour enfants.

D.S.

L'ensemble de la production de livres d'enfants est cher. Il n'est pas sûr du tout que les gamins se passionnent pour des livres à l'esthétisme raffiné et aux textes pas toujours clairs. Il y a cependant, quelques exceptions. Deux ouvrages sont récemment parus à « L'école des loisirs » : « L'arbre, le loir et les oiseaux », de Tela Mari. Sans texte, de très beaux dessins sur le rythme des saisons. « La ronde annuelle des marteaux piqueurs ou les mutations d'un paysage » est un dossier de sept gravures sans texte à regarder et à méditer, de 3 à 103 ans.

Chez Flammarion, les albums du Père Castor ne sont pas chers et certains titres sont excellents : « Louis du Limousin », dans la collection « Les enfants de la terre ». Une version est en français, une autre en langue limousine, pour ceux qui veulent savoir comment on parle dans les campagnes. « Salut chat » est traduit de l'américain. C'est l'histoire par Ezra Jack Keat d'un petit noir à New-York et d'un chat dans la rue. « Rosa, ma tortue », est un petit livre qui ne paye pas de mine, mais une belle histoire, qui se passe à Paris, dans le 15^e.

Ne privez pas vos enfants de contes et de légendes. Chez Gründ, « Les contes africains » sont remarquables et parlent de l'essentiel : la faim, la nature, les animaux, la naissance, la création du monde. Aux éditions La Farandole, « La fille du grand serpent » de Béatrice Tanaka, raconte des contes brésiliens.

La coopérative de l'enseignement laïc (I.C.E.M.), pédagogie Freinet, édite des revues BTJ, BT, BT2, faites par des enfants de classe Freinet avec des textes d'enfants. Elle publie également des albums reliés, par exemple « Protégeons les oiseaux », « Les fauves de France », etc. Ils sont très bien faits, intéressants, pas chers. Il est préférable de donner son fric à une coopérative de production qu'à un méchant trust international.

Vous pouvez demander à la coopérative de Cannes la liste de ses responsables départementaux, qui pourront vous vendre cette marchandise. Faites un effort, ça vaut vraiment le coup, et ça peut donner des idées à l'institutrice de votre gamin.

I.C.E.M. BP 282, 06403 Cannes.

M.B.

CINEMA

LES COMPAGNONS DE LA BALEINE



Jonas qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000 est le fils de Marcel et Marguerite qui font du maraîchage biologique à côté de Genève.

Marcel est un homme bizarre qui parle sans cesse des baleines massacrées pour faire du rouge à lèvres, et des îles de crevettes au Kamchatka. Mathieu (Rufus), typographe au chômage engagé par Marcel comme ouvrier agricole, passe ses journées à animer une école sauvage sous sa serre de « roi de la merde ». Max (Bideau), militant déçu par l'après Mai 68, joue à la roulette et boit du whisky en gagnant sa vie à « corriger les conneries des autres ». Il convainc Madeleine, secrétaire dans une banque, passionnée de tantrisme et de sexe, de photocopier un projet immobilier qui menace la ferme de Marcel et Marguerite. Marco le prof d'histoire s'étonne que sa note au supermarché soit si légère. C'est Marie la caissière (Miou-Miou, qui est un peu aux années 70 ce que France Gall était aux années 60) qui trèque les comp-

tes pour avantager les petits vieux et les têtes sympathiques. Marco est renvoyé du collège pour subversion et Marie passe un an en prison pour vol.

« Jonas », le nouveau film d'Alain Tanner, raconte la vie quotidienne d'une série de personnages de notre époque. Des gens comme nous. Tel un miroir il nous renvoie les espoirs déçus, les déboires, les impasses et les tentatives de s'en sortir de la génération de Mai. Sans attendre le Grand Soir, les « M » de Tanner essaient de grappiller quelques bribes de bonheur ici et maintenant. bri-goût de bonheur un peu désespéré imprègne l'ensemble du film, qui sur tous les plans est un enchantement.

Quand les lumières se sont rallumées, on aurait bien eu envie d'aller boire un pot avec Max, Marie et les autres pour faire plus ample connaissance. Merci, monsieur Tanner, de nous permettre de passer deux heures avec des gens aussi chouettes !

L.S.

tants, d'un millier de vaches et d'un million de sapins. Prêt à savoir s'occuper les 17 heures qu'il lui reste de libres par jour. Prêt à savoir composer avec les sociétaires (les paysans) dont il dépend (comme d'ailleurs ils dépendent de lui). Prêt à affronter les touristes deux mois par année. Prêt à faire un produit que ne fera jamais regretter à M. Monnet d'avoir quitté Prénovel pour aller dépenser les millions qu'il y a amassés.

Si vous êtes intéressé, n'écrivez pas, ça servirait à rien. Réfléchissez bien, et si ça vous intéresse toujours téléphonez à M. Monnet : le 24 à Prénovel (16. (84) 609111).

M.J.

INSOUMISSION

LE GRAND RAS LE BOL DES PERES NOEL

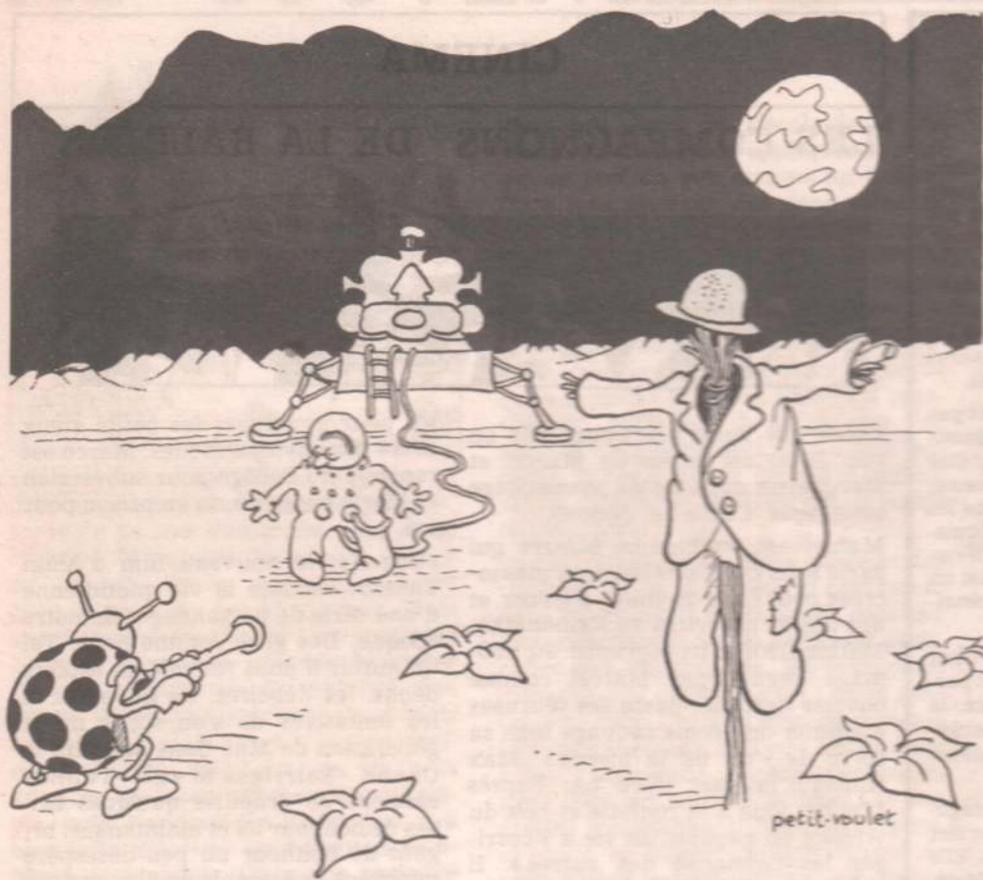
Il n'y a plus de cheminées. Noël n'est qu'un gigantesque spectacle publicitaire. La ville est polluée. Les autos puantes ont remplacé les traîneaux.

Tout fout le camp. Les Pères Noël en ont ras le bol. Ils viennent de décider de ne plus jouer le jeu. Ils s'en vont. Ils désertent cette planète pourrie.

Mais magnanimes ils vous invitent à partir en leur compagnie. Ils donnent rendez-vous à tous les Papas, Mamans et Enfants Noël le jeudi 23 décembre à 16 h 30, sur le quai devant la Samaritaine, à hauteur du Pont Neuf. La farandole des Pères Noël musardera jusqu'à la Gare Saint-Lazare, où aura lieu le grand embarquement.

Pages réalisées par Marika Bernard, Philippe Bertrand, Isabelle Cabut, Martine Joly, Laurent Samuel, Soulas, Dominique Simonnet, Ivan Virgule.

SUR LE TERRAIN



lutte anti-nucléaire

LYON. Les Amis de la Terre de Lyon partent en guerre contre le chauffage électrique, « fer de lance » d'EDF pour la pénétration du nucléaire dans les mœurs et le bilan énergétique français. Pour cela, ils ont fait un tract qui dénonce la publicité mensongère d'EDF et rappelle qu'adopter le chauffage électrique, c'est choisir l'avenir nucléaire. Ils ne vendent pas ce tract, mais invitent tous les militants antinucléaires à répandre des informations analogues, en particulier dans les maisons ou appartements témoins tout électriques. Vous pouvez peut-être vous en inspirer, si vous êtes vraiment à court d'idées. Les Amis de la Terre font partie du Mouvement écologique Rhône-Alpes qui tient une permanence, quelques heures, chaque jour, dans un petit local au 68, rue Mercière. Ce mouvement a, pour le moment, axé sa lutte contre le projet de surgénérateur de Malville. Des comités de quartier sont en place dans presque tous les arrondissements de la ville. A la même adresse, mais au 2^e étage, vous trouverez les militants du Mouvement pour une Alternative Non violente, les mercredis de 17 à 19 h, et les vendredis de 18 h à 20 h. Ceux du comité Larzac, les lundis, de 18 h 30 à 19 h 30. Le comité anti-Outspan les jeudis, de 18 h à 19 h. Le Comité de lutte des objecteurs les mercredis, de 18 h à 19 h.

BRIE COMTE ROBERT (Seine et Marne). Réunion-débat et projection du film « Condamnés à réussir », samedi 18 décembre à 21 h, salle de l'ancien palais de justice. Une exposition sur le nucléaire précèdera cette réunion à partir de 16 h. Le tout est organisé par les Amis de la Terre Seine et Marne nord et sud, de Créteil, du Val de Marne et le PSU local.

LIVRY-GARGAN. Vendredi 17 décembre, à 20 h 30, salle Dunant, projection du film : « Condamnés à réussir », et d'une série de diapositives suivie d'un débat. C'est une réunion d'information, organisée par le Comité de réflexion et d'information sur le nucléaire.

REPRESSION A MALVILLE

Allez nombreux au tribunal de Belley, le jeudi 16 décembre, à 8 h 30 pour soutenir les 22 militants inculpés « d'entrave à la circulation ». Le samedi 7 août, ils avaient avec d'autres, bloqué un convoi routier de plusieurs centaines de tonnes transportant une cuve destinée au complexe nucléaire de Bugey.

SARCELLES. Le collectif écologique du Parisien organise une soirée-débat autour de son montage - diapositives sur les problèmes du nucléaire, le vendredi 17 décembre, à 21 h, à la MJC, avenue Joliot Curie, C.E.P. 35, route de Garges (Esc. F), 95200 Sarcelles, ou 37, rue Sœur Angèle 95210 saint Gratien.

FONTENAY SOUS BOIS Samedi 18 décembre, à 20 h 30, projection du film : « Condamnés à réussir », à la maison pour tous, rue Gérard Philippe. La séance est organisée par les Amis de la Terre du Val de Marne, 11 avenue des Olympiades, 94120 Fontenay sous Bois.

« **SUPER PHOLIX** ». Le numéro 7 du journal des comités Malville est paru. Au sommaire : « Seveso, scénario pour une catastrophe nucléaire », La Hague-Malville : rencontres, « La nappe phréatique : histoire d'eau à Grenoble », et de très nombreuses nouvelles de la vie de tous les comités Malville.

LIMOUSIN. Suite à l'attentat à l'explosif revendiqué par le COPEAU, qui a détruit le 13 novembre une partie des installations de la mine d'uranium de Marnac en Limousin, le CRIN 87 (Comité Régional d'Information Nucléaire) croit nécessaire d'informer des événements qui ont suivi.

Le lundi 15, quatre policiers en civil accompagnés de deux gendarmes se sont

LA FETE A MULHOUSE

Dans la vie militante, les moments de joie intense sont si rares qu'on ne peut les passer sous silence. A Mulhouse, l'autre samedi, la joie y était. Et quelle joie !

Après 21 mois de prison pour insoumission, Raymond Schirmer (celui qui vous accueillait lors de l'occupation de Marckolsheim, celui qui pendouillait à une grue sur le terrain de Wyhl, pour empêcher le début des travaux de la centrale nucléaire, le barbu « un peu planant » qui vous faisait l'honneur de vous recevoir au D 16, le dortoir des insoumis, de la prison de Metz...) bref LE Raymond vient d'être libéré. Aussi étaient-ils nombreux à s'être déplacés pour faire la fête.

Il y avait bien sûr, tous les amis. Mais ils étaient peu en comparaison de la véritable foule des inconnus qui se sont lancés corps et âmes dans la bagarre, pour une idée. Bref, c'est toute l'Alsace et tout le pays de Bade qui étaient venus.

Alors, pour commencer, on a « défilé ». Pourrait pas vraiment dire que c'était une manif, la presse... Y avait pas de slogans, pas de drapeaux rouges, pas de banderoles (ah, si, y'en avait une,

mais sans rien d'écrit dessus... fallait voir la tête des gens !)

En fait, c'était plusieurs centaines de personnes qui se marraient ensemble, qui chantaient, qui faisaient de la musique. Après un simulacre d'alerte atomique (fumigènes et sirènes amplifiées par le mégaphone) suivi des explications du clown atomique Jean Kergrist, la troupe a rejoint le quartier piétonnier fanfare en tête.

Et alors là, ce qui s'est passé est indescriptible. C'était dingue ! La musique, les farandoles, la population qui, spontanément, participait... Bref la fête, en pleine rue : on n'avait jamais vu ça à Mulhouse.

Le soir, tout ce beau monde devait se retrouver dans une salle bien trop petite pour accueillir celles et ceux qui découvriraient tout à coup « autre chose ». Combien pouvaient-ils être ? Cinq cents, sept cents, mille peut-être. Pourtant, pas de speech ni de belles paroles, mais des chants (surtout alsaciens), du théâtre, de la danse, des expositions...

La prochaine fois, faites le déplacement, vous ne le regretterez pas. En tous cas, vue sous cet angle, la non-violence, ben mon colon, ça mobilise !

présentés chez le président de l'APMA (Association pour la Protection des Monts d'Am-bazac). Ils devaient l'appréhender sur son lieu de travail. Pendant ce temps, deux policiers restés chez lui perquisitionnaient et emportaient différents documents (ouvrages techniques, correspondance privée ainsi qu'un compteur Geiger).

Ils amenaient également la femme du président. Six autres policiers devaient faire de même chez un autre membre de l'APMA. Tous les deux ont été amenés dans les locaux de la P.J. de Limoges où ils sont restés jusqu'à la fin de l'après-midi.

Deux réclamations et trois semaines ont été nécessaires pour qu'une partie des documents soit restituée, ce qui a gêné considérablement l'activité écologique de l'APMA. Tout ceci s'est déroulé bien que ces deux associations n'aient aucun lien avec le COPEAU. Nous nous élevons contre le fait qu'on profite d'un attentat pour emmerder les associations écologiques.

C.R.I.N. 87
25, av. de la Mauvendièrre,
87000 Limoges.

MATERIEL MILITANT. Dans le genre sinistre, deux nouvelles affiches et cartes postales viennent d'être imprimées. Le comité antinucléaire des Hautes Pyrénées propose ces affiches. L'une représente une version moderne de l'Angelus de Millet : centrale nucléaire en décor de fond et cadavres disséminés. L'autre montre deux militaires menaçants qui gardent l'entrée d'une centrale. Si vous êtes intéressés, écrivez au comité, 2, avenue des Roses, Odos 65310 La Loubère. Pour 100 exemplaires : 0,80 F l'unité, port compris.

Les cartes sont la reproduction d'une photo d'un superbe champignon atomique avec la mention : « Bonne année, quand même... » Elles sont à demander au comité antinucléaire de Meulan, 14, chemin des Sarrazins, 78250 Meulan.

Jean Figliero peut toujours vous fournir de très nombreux documents, autocollants, affichettes, tampons, etc. Si vous voulez recevoir la liste complète de ce qui est disponible, envoyez lui une enveloppe timbrée à 1,10 F. **APRI Crisenoy 77390 Verneuil l'étang.**

LA HAGUE : ON NÉGOCIE

A l'issue de l'assemblée générale qui s'est tenue à l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague, vendredi 10 décembre, un communiqué, un peu obscur, a vu le jour : « Laissons remplir les installations... L'intersyndicale maintient le mot d'ordre de grève mais demande à tout le personnel de revenir dans ses unités à partir du 13 décembre dans un régime de quarante heures. Pour la suppression totale des sanctions, laissons à la direction le soin de faire la preuve de sa volonté d'apaisement. »

Cela revient à dire qu'une fois les vidanges terminées, l'intersyndicale préconise la réutilisation des installations, de façon à lever la mesure de lock-out partiel qui a frappé l'usine. L'administration semble décidée à accepter. Toutefois, elle exige pour cela la reprise complète du travail, ce qui n'est pas le cas à Marcoule où la reconduction de la grève a été décidée à la quasi-unanimité.

Pour les sanctions, la direction de l'usine n'est pas en position de force dans la mesure où les travailleurs ont

intenté une action en justice contre de pareils procédés (conseil de discipline, blâmes). Les uns retireront leur plainte si l'autre lève les sanctions...

Les négociations sont entamées, du moins en ce qui concerne le statut des personnels. Une solution pourrait être adoptée. Elle ménage les deux parties en laissant aux salariés leur appartenance au CEA tout en permettant la création de la COGEMA, filiale privée : avec le système de l'UGPA (unité de gestion du personnel affecté), le CEA « prêterait » son personnel à la COGEMA. Pour le moment, seulement 280 personnes ont signé la lettre d'engagement à la filiale privée, dont 50 qui ont été directement embauchés par la COGEMA.

Enfin, une augmentation de 50 % du budget a été allouée pour l'usine de La Hague. « On est bien décidés à mettre notre nez dans son utilisation », dit le personnel, qui entend que la somme soit affectée prioritairement aux réparations. La conduite de rejets en mer vient de subir sa vingt-et-unième rupture... **C.D.**

tutti frutti

LA LIBRE PENSÉE, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, lance une opération « crayon rouge » : elle invite tous les incroyants qui ont été baptisés à demander au curé de leur paroisse de baptême, leur radiation du registre baptistaire et l'inscription en marge du registre de la mention : « refuse toute religion ».

EVREUX (Eure). Le groupe écologique d'Evreux vient de se rallier aux Amis de la Terre et se réunit tous les mercredis à la MJC, bd Aristide Briand. Contact : 8, rue de Melville, 27 000 Evreux.

TOULON. Le groupe des Amis de la Terre vient d'être reconstitué. Pour tous renseignements, écrire à : Malika Achachera 20, impasse Van Gogh Ste Musse, 83 100 Toulon.

MARCHE SANS MARCHAND. Le Marché sans marchand est une association qui a pour but d'organiser des manifestations, permettant à tous les créateurs de montrer et de vendre, eux-mêmes, leurs œuvres. Elle est ouverte aux céramistes, potiers, peintres, tisserands, écrivains, sculpteurs, inventeurs, musiciens graveurs, poètes, photographes, comédiens, etc. à l'exclusion de tout intermédiaire quel qu'il soit. Le créateur doit présenter lui-même ses œuvres. Ceci est une condition indispensable car sa présence effective permet d'établir un contact direct avec le public. Le Marché sans marchand est un lieu de rencontres, de confrontations et d'échanges, tout en étant un lieu commercial. L'association est autogérée. Le comité d'organisation est constitué par des créateurs participant aux manifestations. Le deuxième Marché sans marchand aura lieu aux Flanades à Sarcelles les Lochères (95200), les vendredis 17, samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 décembre, de 11 h à 20 h. Nocturne le vendredi 17 jusqu'à 22 h. L'entrée est gratuite. Les moyens d'accès sont les suivants : par la route, Porte de La Chapelle, autoroute A1, sortie n° 3 de Beauvais-Pierrefitte, direction Chantilly, et première route à droite Sarcelles-Lochères.

Par le train, Gare du Nord, ligne de Creil, descendre à Garges.

Par le métro et le bus, ligne 13 St Denis-porte de Paris plus bus 168 Sarcelles les Lochères, descendre à la station Forum des Cholettes.



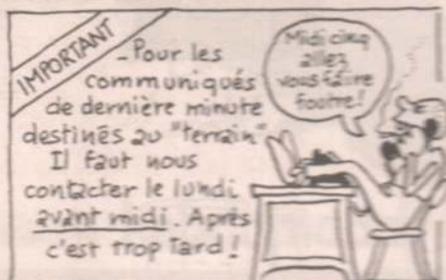
TOULOUSE. La librairie Demain veut organiser des débats autour de quelques livres particulièrement intéressants. Le premier débat de ce type au thème non encore déterminé aura lieu à la librairie, le vendredi 17 décembre, à 18 h 30. Le même jour, et au même endroit, mais à 20 h 30, un autre débat sur le thème : « **Ecologie et politique** ». Librairie Demain, 30 rue Gatien Arnould, 31000 Toulouse. Tél : (61) 21.96.28.

STRASBOURG. Après la libération de Raymond Schirmer, son comité de soutien se dissout, mais propose la création d'une coordination alsacienne, avec les objectifs suivants :

- faire la liaison avec tous les groupes qui se réclament, de près ou de loin, de la non-violence afin d'engager certaines actions régionales,
- stimuler et préparer des actions en vue de ripostes rapides.

Vous pouvez réfléchir à ces questions et faire des propositions concrètes lors d'une assemblée générale qui aura lieu le samedi 18 décembre, à 15 h, au foyer socioculturel, à Ribeauville.

GRENOBLE. Le festival du film de nature continue. Le jeudi 16 décembre, à 20 h 30, salle des concerts, plusieurs films : « La vie des dernières baleines », « la capture des cachalots au harpon », un film canadien sur la capture des marsouins ; un débat suivra. Entrée libre. Le vendredi 17 décembre, 20 h 30, salle CRDP, 11, rue du général Champon, les frères Terrasse présenteront leurs derniers films sur les grands rapaces de France. Entrée : 10 F. Le dimanche 26 décembre, à 15 h, salle des concerts, un film canadien : « Le loup, sa chasse, sa survie au Canada » et un film néerlandais sur les oiseaux de mer. Entrée libre. Ce festival est organisé par la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 22, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble. Tél : 42.57.32.



ANNECY. Aquarius, un collectif d'alternatives, organise le samedi 18 décembre, de 10 h à 20 h, un marché d'échanges et de troc de vêtements et d'objets en tous genres. Vous êtes invités à venir avec un carton de vos affaires à échanger. Vous devez rester sur place et réaliser vous-mêmes le troc. Aquarius fonctionne depuis mai 1976, avec une coopérative de produits biologiques, gérée entièrement par ses adhérents, une bibliothèque orientée principalement vers l'écologie. C'est aussi un lieu de rencontres, réunions des comités Malville, de la ligue anti-vaccination, etc. Des gens y font de la musique, d'autres de l'artisanat.

La prochaine réunion du collectif aura lieu le mercredi 15 décembre, à 20 h 30, « Riant colline » à Cran Gevrier. La coopérative est ouverte le mercredi de 14 à 18 h et le samedi de 10 h à 16 h. Ferme Aymonier, Riant colline, 74 Cran Gevrier.

NOGENT SUR MARNE. Un groupe Amis de la Terre vient de se former à Bry sur Marne, Le Perreux, Nogent sur Marne. Réunion le vendredi, à 20 h 30. Contact : Jean-Claude Robineau, 5, rue Emile Brisson, 94130 Nogent sur Marne.

BORDEAUX. Les journées d'information et de documentation sur la protection de la nature et l'écologie se poursuivent. Le lundi 20 décembre, à partir de 15 h, même chose sur les pollutions. Le vendredi 24, débat autour du thème : « énergie et choix de société ».

Une exposition et des tables de documentation seront également en place, sur le lieu des débats : CIDJ, 5, rue Duffour-Dubergier, 33000 Bordeaux. L'entrée est libre. Jeunes et Nature, Sud-Ouest, 17, cours Xavier Arnoz, 33000 Bordeaux.

FILM. Un groupe de cinéastes cherche pour terminer un film sur « la ville » de la pellicule 16 mm, une ou deux personnes pour préparer le scénario et du matériel pour synchroniser le son. Ils sont prêts à venir filmer des gens qui ont quelque chose à dire. Téléphoner à Dominique Secretain, le soir : 027 31 01.

STAGES DE NOEL. Le Centre américain de Paris organise pendant les vacances de Noël, des stages d'initiation ou de perfectionnement à diverses activités : claquettes, expression corporelle, danses africaines, guitare, peinture sur soie et photographie. Différents niveaux sont créés au sein même de chacun de ses stages pour que débutants et initiés puissent profiter de cet enseignement, selon leurs capacités. Ces stages ont lieu du 20 au 24 décembre, au Centre américain, 261, bd Raspail, 75014 Paris. Tous renseignements au centre. Tél : 033.99.22.

ARCUEIL (Hauts de Seine). Réunion publique en vue de présenter des candidats verts aux élections municipales, le vendredi 17 décembre au 64 avenue du Colonel Fabien, à 20 h.

PARIS. Par un bulletin largement diffusé dans la partie ouest du 14^e arrondissement à Paris, l'association « Vivre dans le 14^e » et la Fédération des usagers des transports rappellent leur hostilité au projet de double voie express Vanves-Montparnasse (dite « radiale Vercingétorix »), dont les premiers travaux sont prévus pour la fin de cette année. Cette voie rapide ne fera qu'attirer plus d'automobiles dans Paris, et ses nuisances seront considérables. Elle représente un gaspillage des fonds publics au détriment des besoins essentiels (parmi lesquels l'amélioration des transports en commun), et sa seule justification est d'ordre commercial. Une « consultation populaire » à bulletins secrets organisée par huit comités ou associations du quartier le 1^{er} juin 1975 avait abouti à un refus massif du projet : 93 % de non sur 3 573 votants.

Les deux associations annoncent leur intention de poser, lors des prochaines élections municipales, deux questions à chaque liste de candidats se présentant dans le 14^e.

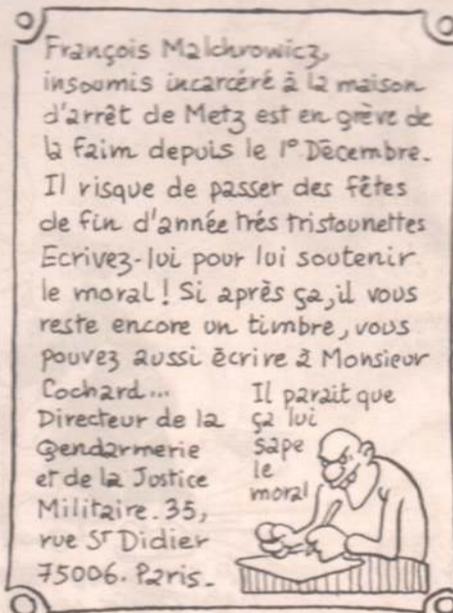
1^{re} Les candidats se prononcent-ils pour ou contre le principe de cette voie express ?

2^e S'engagent-ils à exiger de la Ville de Paris une suspension des travaux et une consultation publique ?

Association « Vivre dans le 14^e », 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

Fédération des usagers des transports section parisienne, 63, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. Tél : 567.72.85.

PAU. S'il y a à Pau et dans les environs, des homosexuels qui veulent rompre leur isolement, ils peuvent écrire à Raymond Bur, poste restante, 64000 Pau ou contacter la librairie « L'étoiceller », rue Pasteur.



TOURNAY. (Belgique) Des gens se sont groupés en une structure très souple, non administrative pour réaliser un circuit producteurs-consommateurs. Ils achètent les installations, des légumes et des fruits, des produits d'épicerie provenant d'une coopérative, qui sélectionne les produits, qui accepte la discussion avec le consommateur. Pour tous renseignements, adressez-vous à Jacques Devillers et Marie-Dominique Daveau, 58, rue de la Prévoyance, 7500 Tournai, Belgique.

LAMBERT. De nombreux lecteurs de la G.O. se plaignent de ne rien comprendre aux textes de notre ami Lambert. Il sera dans les Cévennes chez Monsieur Pratlong, au Crouzet, Le Pompidou, 48 110 Ste Croix Vallée Française, du 9 décembre au 1^{er} janvier. Si vous êtes dans le coin, allez le voir, il vous expliquera tout et vous débuterez l'année brillamment !

HOUILLES. Réunion de la coordination nord-ouest de la région parisienne, le vendredi 17 décembre à 20 h 30 à la MJC, rue du Docteur Zamenhoff. A l'ordre du jour : les suites du meeting à la Mutualité, Achères-Nogent, les municipales. Coordination : 37, rue Sœur Angèle 95210 St Gratien.

RENNES. Il existe à Rennes une cantine végétarienne où tous les midis (sauf le samedi et le dimanche), vous pouvez bien manger pour 7 F. Il suffit de prévenir avant 11 h le matin. C'est un endroit agréable, on voisine avec des gens de tous les horizons, on discute, on rigole même, souvent. Un exemple qu'il faudrait multiplier, c'est mains figé et moins cher que le restaurant, même ou surtout, végétarien. Ça se situe 4, impasse Verlaine, la prendre au 25, rue de Paris. On doit cette initiative à l'association pour le développement et la recherche d'une alimentation saine.

Soutenez Evelyne Barge !
"La lettre"
68, rue de Babylone
PARIS 75007

MARSEILLE. Une lectrice nous signale une boutique qui vend exclusivement des produits d'entretien non polluants à des prix très compétitifs. Un exemple : 5 litres de produits biodégradables pour faire la vaisselle : 23 F, 3 kg de lessive en poudre pour la machine à laver : 22 F. Faut voir : GO Max, dépôt-vente, 15, rue St Jacques 13006 Marseille.

FOIX. Le mardi 21 décembre, à 14 h, devant le tribunal correctionnel comparaitra Daniel Evers, inculpé d'avoir laissé ses chèvres détruire 885 plants de sapin encore en jauge. Toute conciliation douteuse est refusée par Danielle. Le procès se veut exemplaire. Pour sauvegarder la vie agricole et pastorale en en montagne, pour que de nombreux marginaux vivent en Ariège, rendez-vous, à Foix, le mardi 21 décembre.

SAINT BRIEUC. Le groupement pour l'étude et la protection de la nature en baie de St Briec vient de déposer auprès des administrations concernées, un avant-projet de préservation et de restauration du Cap Fréhel, dans les Côtes du Nord. Il considère que le Cap Fréhel et ses abords constituent un patrimoine scientifique, esthétique, culturel d'intérêt international. Il préconise, entre autres, des aménagements limitant les aires de stationnement, préservant les sentiers pour piétons, la mise en réserve naturelle nationale de tout le site classé. Cette réserve s'accompagnerait d'une maison d'accueil destinée à éduquer et informer les visiteurs. Le GEPN demande aussi la destruction de la route réalisée en 1975. Vous pouvez obtenir plus de renseignements auprès du GEPN, FAC, 9, rue du 71^e R.I. 22 St Briec.

PARTS GFA. Une erreur s'est glissée dans l'annonce « parts GFA » sur la région de Reims parue dans le n° 134 de la Gueule Ouverte. L'adresse était libellée au numéro 11, alors qu'il s'agit du n° 14 de la rue Jumeu Ponsinet. Le code postal est le 51110 à Caurel.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris

Y EN A MARRE !!



COMBIENS DE FOIS ON ENTEND DES TYPES ET DES FEMMES POURTANT "COOL", QUI DES QU'ILS VOYENT UNE IMAGE DE BONHEUR "CRAC", ILS PLACEHT UN GAMIN DANS LEUR VIE.



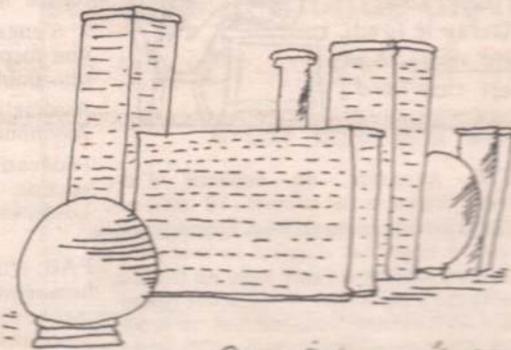
MERDE! CES GENS LA ILY EN A MARRE IL FAUT A TOUT PRIX QU'ILS SE RASSURENT QU'ILS EXISTENT EN FAISANT DES MARMOTS!!



QUE VOULEZ VOUS C'EST LA VIE!!



LA PLUPART DE CES GENS A PEINE SORTI DE LEUR EDUCATION FLICARDE PARENTALE SANS RIENS AVOIR PIGÉ DE LEURS PROBLEMES PERSONNELS LES VOILA REPARTI AVEC UN REJETON



CEs MILIONS D'INDIVIDUS FABRIQUÉS AUSSI FACILEMENT QU'ON Ouvre UNE BOUTELLE DE ROUGE CAUTIONNANT COMPLÈTEMENT LES USINES ATOMIQUES LA POLLUTION ET GAZ A SERA !!



EN AMAZONIE LES INDIENS QUE NOTRE SOCIÉTÉ PREND POUR DES CONS VIVENT JE NE SAIS COMBIENS DE FOIS PLUS INTELLIGEMMENT QU'NOUS FACE A LEURS SUCCESSIONS.



SACHANT QU'ILS VIVENT DANS UN TERRITOIRE PLUS OU MOINS GRAND ILS COMPTAISSENT CE GIBIER QU'IL Y A L'INTERIEUR LE NOMBRE DE FRUITS L'EAU ETC. ET FONT DES ENFANTS EN RAPPORT EN FONCTION DE RESERVES DE BOUFFES



IL EST A PEU PRES SUR QU'UN PAYS COMME LA FRANCE EN CONTRÔLANT CES NAISSANCES EN RESTANT VERTS LES 30 MILIONS D'HABITANTS POURRAIT VIVRE PRESQUE EN AUTARIE.



AU CONTRAIRE DANS LA VIE MÊME QUAND LES COUPLES NE SONT PLUS ENSEMBLES ONT LEURS CONSEILS DE FAIRE UN ENFANT POUR RESSOUDER TOUT ÇA



IL FAUT VRAIMENT CASSER CETTE IMAGE DE BONHEUR CRÉER PAR UN ENFANT DANS LE COUPLE D'ABORD ON CHERCHE SON EQUILIBRE SOIT MÊME ET APRES ONT FAIS DES GOSSES (ET PUIS ENCORE..!!)



FRANÇAIS, GENS DU MONDE BÂTTEZ VOUS CONTRES CES DEMOGRAPHIES GALOPANTES!



MOI JE VAIS TIRER UN COUP EN AMAZONIE.

Tousiq